

AUX CIVILS

Le Devoir de Servir et de Militer...

Pour la vie, la sécurité et l'indépendance nationales par une paix française ;

Pour la concorde civile, pour la subordination des intérêts privés à l'intérêt général et permanent par la restauration du pouvoir central ;

Pour la prospérité économique par l'entente des classes dans la coopération productrice ;

Pour l'accord social par l'universelle substitution des devoirs — naturellement proportionnés aux pouvoirs — qui unissent aux droits qui opposent ;

Pour toutes les réformes par la tradition vivante ; pour le progrès, qui est le but, par l'ordre, qui est la base.

— Vers l'ordre, vers l'unité par la régénération des opinions, des mœurs et des institutions.



Cet opuscule n'est pas mis en vente.

Il est envoyé gratuitement, sous pli fermé.

Il ne s'adresse qu'aux Français, surtout aux non-combattants, qui ont le devoir de préparer la paix française. Les soldats, eux, n'ont et ne peuvent avoir qu'une préoccupation : la victoire.



AUX CIVILS

Le Devoir de Servir et de Militer...

Pour la vie, la sécurité et l'indépendance nationales par une paix française ;

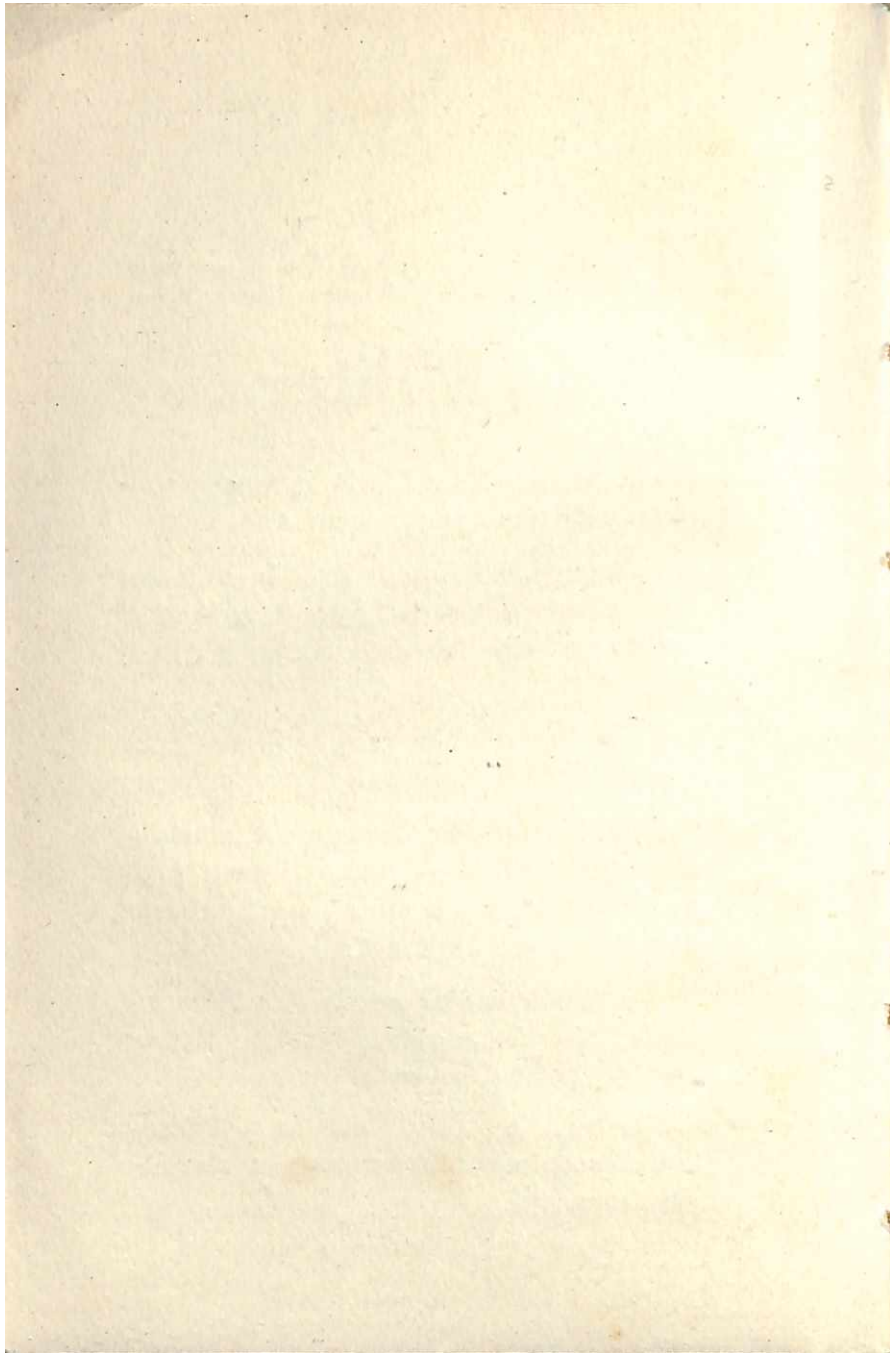
Pour la concorde civile, pour la subordination des intérêts privés à l'intérêt général et permanent par la restauration du pouvoir central ;

Pour la prospérité économique par l'entente des classes dans la coopération productrice ;

Pour l'accord social par l'universelle substitution des devoirs — naturellement proportionnés aux pouvoirs — qui unissent aux droits qui opposent ;

Pour toutes les réformes par la tradition vivante ; pour le progrès, qui est le but, par l'ordre, qui est la base.

— Vers l'ordre, vers l'unité par la régénération des opinions, des mœurs et des institutions.



Ceci est un écrit de « bonne foi », pour des lecteurs de bonne foi et d'intelligence avertie. On n'a pas la prétention de persuader ceux qui ne veulent et ne peuvent l'être.

Ce n'est pas de la littérature. Ce n'est pas, non plus, de la brigade électorale, ou quelque tentative de prosélytisme. L'auteur n'en veut tirer aucun profit d'écrivain, de partisan ou de zéléteur. Il eût préféré que d'autres, mieux qualifiés, prissent cette initiative. Il conjura d'éminentes personnalités de la prendre. Mais en vain. Une des conséquences de notre anarchie, c'est que les situations soient occupées seulement pour les avantages qu'elles procurent et non pour les charges qu'elles comportent. C'est ainsi que, les classes dirigeantes n'ayant plus le sens des hiérarchies de devoirs, la masse populaire perd de plus en plus le sens des hiérarchies de pouvoirs.

Néanmoins, nous ne sommes, nous ne voulons être que le clairon qui sonne au ralliement des bons Français. Quand, rassemblés, ceux-ci s'organiseront, quand ils auront reconnu un chef, nous reprendrons notre place dans le rang, en soldat discipliné, qui n'a que l'ambition de servir.

1. — PAR L'UNION SACRÉE.

En moins d'un demi-siècle, notre sol a été envahi deux fois.

Français, il y faut réfléchir !

N'imputons pas au roi de Prusse ou à la lune ce qui vient de nous. N'accusons point celui-ci ou celui-là. Nous sommes tous responsables, à la mesure des pouvoirs d'argent, d'autorité, de prestige, de savoir et d'intelligence que nous détenons. Faisons donc, en toute sincérité, notre examen de conscience.

Des mots creux nous ont grisés. Ils masquaient des erreurs mortelles. Aux forces sociales positives, de persuasion, de cohésion, de direction : le devoir, la discipline, le dévouement, la confiance, la vénération, nous avons laissé substituer des entités métaphysiques, de négation, de critique et de dissolution : le Droit, l'Égalité, la Liberté, la Conscience, — tout ce qui oppose, désagrège et ruine.

« C'est par la tête que pourrit le poisson », dit un proverbe oriental. C'est le désordre d'en haut qui a fait celui d'en bas. Ce sont les divagations de l'es-

prit qui ont provoqué les aberrations du cœur. Nous ne nous sommes attachés qu'à cette abstraction qu'est l'individu. Nous avons tout rapporté à une apparence passagère. La vie n'a plus eu de sens. Jamais collectivité humaine ne fut si dénuée de spiritualité. Nous n'avons cru qu'à la matière, à la contrainte, au mécanisme. Nous avons tout confondu, prenant le moyen pour le but, l'agitation pour le progrès, les instincts pour de la volonté, les désirs pour des idées, le bruit pour de la joie et le plaisir pour le bonheur.

Nous avons à reviser nos opinions, à rectifier nos mobiles, à régénérer nos mœurs. Nous ne nous reprendrons qu'en nous désintoxiquant le cerveau et le cœur, en retrouvant les grandes réalités sociales.

Des conservateurs, qui s'appliquent surtout à conserver la peste, prétendent que le peuple ne le veut pas, que nous ne le pouvons plus, qu'un retour trop brusque aux conditions de la santé serait l'abomination de la désolation libérale. S'il est vrai, nous en mourrons, voilà tout.

Nous sommes à un instant décisif de notre histoire. Après la victoire, la France sera maîtresse de son destin. Elle peut redevenir la grande puissance de civilisation qu'elle fut jadis ou abdiquer définitivement. Mais, sachons-le bien, pour les nations, pour les races, comme pour tous les organismes, la loi reste implacable : croître ou disparaître.

Peut-être jugera-t-on que, dans ces pages, des préjugés trop enracinés et des parasitismes trop solidement installés ne sont pas assez ménagés. L'heure n'est pas aux précautions, aux tergiversa-

tions. Nous devons ôter tout prétexte à l'abstention.

Il faut savoir ce que nous voulons, comme nous le voulons, et pourquoi nous le voulons. Et dès maintenant. Demain, il serait trop tard.

Ne nous mentons pas à nous-mêmes. Rien ne se fera sans que nous nous y efforcions, rien non plus contre la nature des choses. Affrontons les faits, et ceignons nos reins.

Et d'abord, faisons cesser nos dissensions. L'imminence du danger commun nous a appris la valeur de la solidarité nationale, de la coopération sociale et du pouvoir moral. Ne l'oublions pas.

L'union sacrée est, pour tous, la préoccupation dominante du salut public, tant que la patrie est menacée. Maintenons-la. Cet appel s'adresse à ceux-là seulement qui sont capables, dans tous les rangs, dans tous les partis, de l'entendre. Et ce sont, par conséquent, tous les Français qui ne sont pas des imbéciles, des parasites, des malfaiteurs ou des traîtres.

L'indicible souffrance de l'angoisse, des ruines et des deuils a forgé dans un pur métal les volontés; la patience, l'héroïsme, la gloire de nos intrépides combattants ont exalté magnifiquement les énergies et les enthousiasmes. Ils nous ont exhortés aux vertus des peuples qui n'acceptent pas de n'être plus. Mais cela ne suffit point. Il faut une assise, des soutènements, du ciment, une atmosphère, un moteur à ces vertus. C'est toute « l'immense question de l'ordre » qui se pose.

On ne la résoudra pas en bloc, d'un coup, ni par un seul côté. La réfection politique et la réorganisation économique qui s'imposeront à la paix ne

s'opéreront que parallèlement à la réforme intellectuelle et morale, et celle-ci comme celles-là, par degrés, peu à peu.

Il ne s'agit pas, d'ailleurs, de transformer le monde. Nous écartons l'utopie. Ici, il s'agit seulement de ce qui est indispensable, de ce qui peut être fait immédiatement avec les Français d'aujourd'hui, dans une France victorieuse, mais épuisée par une longue et terrible guerre.

Si notre reconstitution sociale ne pouvait être tentée que par un parti qui aurait seul raison contre les autres ou au nom d'une doctrine reconnue de tous, il en faudrait désespérer. L'unité morale n'est pas de notre temps. Mais l'union sacrée y suppléera. Même si elle n'est respectée que par l'élite agissante à laquelle nous nous adressons.

Répondez-nous sans prévention, socialistes, républicains, bonapartistes ou royalistes. Si, dans ces pages, quelques vérités froissent vos sentiments, ne les rejetez pas sans les avoir reprises et fouillées. Le plus souvent, vous constaterez qu'elles s'appuient sur des réalités profondes. Vos systèmes ont des parties excellentes et des parties contestables. On vous demande de réserver celles-ci qui vous opposent et de vous en tenir à celles-là qui vous accordent. Quant aux croyances philosophiques ou religieuses, il n'en est point qui détourne ses adeptes de leur devoir social. Au contraire, nous les jugeons de plus en plus d'après leur valeur éducative et l'ordre qu'elles réalisent. Cette émulation peut être un puissant stimulant. Les persécuteurs sont ceux qui doutent. Quand on est sincère et sûr de sa direction, on ne veut que la liberté de la suivre et de la montrer.

II. — POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE.

Afin de maintenir ce qui subsiste encore de la société française, nous n'accepterons pas une paix de lassitude. Nous tiendrons. Jusqu'au Rhin ou jusqu'à l'Elbe, pour dix ans ou pour cinquante, notre armée repoussera les Barbares. Nous n'exercerons pas de représailles ; mais il importe que l'Allemagne soit réduite jusqu'au point où nous pourrions lui résister sans nous exténuier. Pas de conquête superflue. La France jusqu'à ses frontières naturelles nous suffit (1) ; mais les garanties territoriales sont les plus sûres.

Les annexions définitives ou temporaires seront moins nécessaires, d'ailleurs, si l'on peut disloquer la Confédération germanique. Rien que ce qu'il faut ; mais tout ce qu'il faut.

Avec un budget réel de près de sept milliards, le fardeau de la Dette publique, un système qui, chaque année, naturellement, accroît les dépenses en diminuant le rendement, la France allait à la banqueroute.

Or, au sixième mois de cette année 1916, nos dépenses militaires atteindront 60 milliards. Elles ne s'arrêteront pas à la paix. Ce sera notre Dette doublée à un taux d'intérêt presque doublé. Elle dépassera 80 milliards, le tiers de la richesse nationale. Notre budget montera à 12 milliards, presque la moitié de l'ensemble des revenus.

Avec ses seules ressources, ainsi réduites, la France

(1) « La Germanie est séparée de la Gaule par le Rhin. »
TACITE. — « La France sera renfermée entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. » METTERNICH.

ne pourra servir les pensions aux veuves, orphelins, invalides, dédommager les habitants des régions envahies et dévastées, relever les ruines.

Nos usines ont été détruites, leurs machines brisées ou émportées ; la plus vigoureuse partie de la population valide, déjà insuffisante, aura été décimée ; le capital et la main-d'œuvre, raréfiés, seront trop chers. D'où, chômage, marasme économique, famine, banqueroute, émeutes et jacqueries.

Cependant, l'Allemagne, à peine atteinte, pouvant remettre en travail, immédiatement, ses manufactures, nous supplanterait sur les marchés que nous tenions encore. Elle ferait agir ses consuls, ses diplomates, nous inonderait de sa camelote, de ses espions, nous étourdirait de son pacifisme de congrès, de son socialisme d'exportation, et, quelques mois après, elle nous porterait le coup de grâce.

Nous n'aurons pas tant de candeur. Nous exigeons une indemnité de guerre aussi forte qu'il se pourra. Pour la paix du monde, nous occuperons le territoire ennemi tant qu'il le faudra. Nous prendrons des hypothèques tenaces sur les chemins de fer, les mines, les propriétés d'État, nous prélèverons une part sur les recettes des douanes, des ports, des canaux, des impôts, etc.... Ce ne sera encore qu'une restitution et une réparation partielles. Le sang ne se paye pas.

A tous les problèmes politiques et économiques internationaux, le traité de paix devra donner les solutions qui favorisent nos intérêts, ceux des alliés et, dans les cas indifférents, ceux des neutres. De toutes façons, il nous faut contrecarrer la menaçante expansion pangermanique.

Nous ne saurions prendre trop de précautions. L'équilibre européen ne sera rétabli que pour un temps

Les nations se développent plus ou moins rapidement. Le taux de la natalité, notamment, n'est pas le même pour toutes. Et la France a le plus faible. Par exemple, nous avons 4 millions d'enfants de huit à treize ans, et l'Allemagne en a 12 millions. Dans deux lustres, elle pourra donc avoir trois fois plus de soldats que nous. L'activité, la race, l'organisation, les croyances, beaucoup d'autres causes de déséquilibre interviennent.

A la fin du troisième siècle, l'historien Flavius Vopiscus disait : « Maintenant que l'empereur Probus a vaincu les Barbares, il n'y aura plus jamais de guerre. » Rien de plus dangereux que de laisser dire que cette guerre sera la dernière, qu'elle tuera la guerre.

Ceux qui propagent cette funeste illusion sont ceux qui se portaient garants des intentions pacifiques de la tendre et savante Germanie, qui, avant 1914 comme avant 1870, demandaient qu'on licenciât notre armée pour « déclarer la paix au monde », « la guerre à la guerre », pour « instaurer le règne du Droit », et autres balivernes oratoires.

Encore que, de 1870 à 1914, nous ayons consacré plus de 50 milliards au budget de la guerre, notre préparation était défectueuse (1). Et de sinistres ba-

(1) Au total, l'Allemagne dépensa plutôt moins. Elle n'accrut ses dépenses qu'au moment opportun, pour avoir un matériel tout neuf avec les derniers perfectionnements. C'est l'avantage d'un pouvoir central de décider, de prévoir afin de pourvoir. Parce qu'elle n'avait que des pouvoirs locaux,

vards trouvaient qu'on faisait trop. Les crédits demandés par l'Administration de la guerre étaient rognés par les ministres d'abord, puis par la Commission de l'armée, enfin par le Parlement. Un rapporteur de ce budget, dont les hasards des crises ministérielles devaient faire plus tard un ministre de la Guerre, déclarait que « l'accroissement indéfini des dépenses militaires rendait difficile le noble idéal de civilisation et de progrès » et qu'il fallait, « sans crainte et sans hésiter, prélever quelques dizaines de millions par an sur les budgets de mort pour les donner aux budgets de vie ». Entendons les sportules électorales. Et c'était après Tanger, en 1906 ! Rappelons-nous aussi les débats sur la loi de trois ans, et qu'aux élections générales de 1914 un parti inscrivit en tête de son programme « la réduction des dépenses militaires ».

On n'anéantira pas l'Allemagne. Abattue, matée, elle vivra. Elle se referra. Humiliée, elle ne sera pas désespérée. Elle nourrira son orgueil du rêve qu'elle fut si près de réaliser.

la France, elle, était agie, à la merci des événements. Le budget de la guerre (armée et marine) de l'Allemagne ne commença à dépasser sensiblement le nôtre qu'à partir de 1905 (Tanger); et de beaucoup qu'en 1911 (Agadir). Voici, par années, en regard, pour les deux États:

	FRANCE	ALLEMAGNE
1895. . .	950.000.000 francs	984.600.000 francs
1900. . .	1.195.600.000 —	1.201.400.000 —
1905. . .	1.143.700.000 —	1.329.000.000 —
1910. . .	1.342.500.000 —	1.357.300.000 —
1912. . .	1.417.600.000 —	1.949.200.000 —
1913. . .	1.450.200.000 —	2.678.100.000 —
1914. . .	1.775.000.000 —	2.481.000.000 —

A nous d'être plus vigilants qu'après Iéna. La paix serait plus détestable que la guerre si elle dispensait les peuples d'exercer les vertus qui les élèvent.

Le drame que nous vivons aura montré aux nations les moins belliqueuses ce qu'il en coûte de lésiner sur les dépenses militaires. Le militarisme va prendre plus d'extension. D'abord en Angleterre et aux États-Unis. L'écrasement de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro est un avertissement aux États neutres et aux petits États.

On ne se garantit pas par des concessions, par des reculades. Le 4 novembre 1911, la France cédaît bénévolement à l'Allemagne menaçante 300.000 kilomètres carrés d'un riche territoire colonial ; nous acceptions qu'elle eût un budget militaire beaucoup plus élevé que le nôtre ; nous ne voulions qu'amasser de l'argent, nous amuser, jouir, nous béliions la paix... C'était nous livrer.

Reconnaissons-le enfin, le militarisme est moins onéreux que l'invasion et la défaite. D'ailleurs, par l'effort coordonné et le sacrifice qu'il exige, l'ordre qu'il maintient, il est bien plus propice à la lente évolution de l'Humanité vers l'unité morale, qui est la condition fondamentale de la paix définitive, que toutes les divagations sur le Droit (1).

(1) Il est remarquable que ce soit l'Allemagne, dont la principale industrie est la guerre, qui ait le plus disserté sur le Droit des gens et la philosophie du Droit. Un de ses innombrables juristes, épilouant à propos de « la saisie des bâtiments neutres », au dix-huitième siècle, pouvait dire : « Il n'y a aucun pays où l'on ait plus approfondi, ou du moins où l'on ait plus écrit sur le code du genre humain qu'en Allemagne... Dans chacune de nos universités, il y a communément une chaire établie pour le droit naturel. »

L'état juridique international est une chimère. Le plus faible seul peut être contraint à respecter les « chiffons de papier », et le plus fort n'en est que plus fort. Ne le savions-nous pas, et que le traité de Londres (1850) ne préserva point le Schleswig, le Hollstein et le Leuenbourg d'être annexés en 1864, ni le traité de Berlin (1878) d'éviter le même sort à la Bosnie et à l'Herzégovine ?

Un Belge, M. E. Baie, a pu écrire des conventions de La Haye : « Elles mirent, sans contrepoids, une arme exécrationnelle aux mains du spoliateur. Voilà leur côté fâcheux. Pas une servitude, pas une humiliation, pas une vilenie qui ne nous fût opposée au nom de la conférence de La Haye ! L'en avons-nous assez maudite ! »

Pour un peuple, il n'y a pas de devoir envers les autres qui prévaille celui qu'il a envers soi-même, et aussi envers l'Humanité éternelle, de se garder, de se perpétuer et de s'épanouir. Notre France sait que son existence et son influence sont indispensables à une plus haute civilisation. C'est sa raison de vivre d'avoir cette foi en elle-même et de se connaître.

Tant que le prestige de la victoire assurera à la France reconstituée l'hégémonie morale en Europe, tant que l'Allemagne restera impuissante, on pourra limiter les ruineux armements. D'abord, ceux des vaincus, nécessairement, pour leur permettre de payer la rançon. Peut-être aurons-nous quelques années de calme. Mais n'y comptons pas trop. La Serbie, par exemple, toute meurtrie, se trouvera serrée entre des peuples qui auront ménagé leurs forces militaires. Si elle était attaquée, nous ne pourrions l'abandonner. Et puis, toutes les puissances de l'En-

tente n'ont pas que des intérêts communs. « Reportez-vous à cette leçon d'hier toujours parlante, écrit le colonel Biottot : le conflit immédiat entre les vainqueurs de la première guerre balkanique. »

Le champ d'expansion que vont avoir devant elles les nations victorieuses et neutres a des limites qui ne tarderont pas à être atteintes. Alors, la concurrence économique se fera plus âpre (1). Les peuples, trop ambitieux ou trop comprimés par leurs frontières, ou gênés par la pénurie de certaines matières premières, voudront se donner du jeu. Ils empiéteront. Les autres résisteront : ce serait un suicide que de se laisser dépasser. Or, l'armement à outrance qui s'ensuivra a un terme fatal : ce moment tragique de juillet 1914 où il faut préférer la guerre, si atroce soit-elle, à la banqueroute, à l'invasion, à l'écrasement.

Un fait social aussi constant et universel ne dépend point de nos désirs, du caprice de quelques individus, si puissants qu'on les suppose, — des rois ou des castes militaires, par exemple. Il n'y a pas de guerre voulue pour le plaisir de guerroyer. Elle a toujours pour fin la paix, « comme le but du travail est le repos », dit Aristote. A bien voir, elle est toujours défensive. « C'est pour la paix, dit Salluste, que l'homme prévoyant fait la guerre, c'est dans l'espoir du repos qu'il affronte tant de fatigues. » Et saint Augustin le remarque aussi : « Il n'y a personne qui ne désire avoir la paix. Ceux-là mêmes qui

(1) Parmi d'autres considérations politiques et sociales, plus impérieuses encore, qui obligeaient l'Allemagne à faire cette guerre, il y avait celle-ci que son industrie allait manquer de fer en face de nos riches gisements lorrains et normands.

veulent la guerre ne veulent que vaincre ; donc, c'est à une paix glorieuse que, par la guerre, ils veulent parvenir... D'où il résulte que la paix est la fin visée, souhaitée dans la guerre. » C'est ainsi que, dans son Rapport du 12 août 1869, si clairvoyant et si judicieux, le colonel Stoffel, notre attaché militaire à Berlin, après avoir écrit : « La Prusse n'a pas l'intention d'attaquer la France, elle ne désire nullement la guerre, et elle fera tout son possible pour l'éviter », pouvait conclure : « La guerre est inévitable et à la merci d'un incident. »

Il est significatif que deux des trois lois militaires votées par le Reichstag, en mars 1911, juin 1912 et mars 1913, l'ont été après les élections du 12 janvier 1912, qui donnèrent la majorité à la gauche, présumée plus pacifiste. Le nombre des députés socialistes internationalistes venait de passer de 53 à 110, représentant plus de 4 millions de voix. Au reste, jamais il n'y a eu tant de conflagrations, jamais les batailles n'ont été si fréquentes, si meurtrières, jamais les petits peuples n'ont été molestés si aisément et la France elle-même si souvent envahie (cinq fois en 125 ans) que depuis la proclamation des « droits de l'homme », de la « souveraineté du peuple » et du « principe des nationalités ». Il n'y a jamais eu, en Europe, tant de troupes sous les armes, de baïonnettes croisées, de canonnades, de sacs et d'entretueries si féroces que depuis qu'il y a des antimilitaristes, des internationales ouvrières ou capitalistes, intellectuelles ou économiques, des congrès pacifistes, un tribunal d'arbitrage et un Palais de la Paix à La Haye.

Décidément, nos désirs n'y peuvent rien, ni les

phrases. Les faits sociaux ne se plient pas à notre fantaisie.

On ne guérit pas en niant le mal. L'impéritie ou l'impuissance n'évitent rien. Elles attirent le pire. En troublant les esprits, les entités métaphysiques — « Droit », « Justice », etc. — égarent les volontés, divisent, opposent. Elles multiplient les occasions de conflits dans la mesure où elles étendent le désordre. En les invoquant, les faibles ne cherchent qu'à suppléer aux vertus qui leur font défaut et les forts qu'à accroître leurs forces, et pour vivre, c'est-à-dire se maintenir et se développer.

La furie de destruction, de carnage, de sadisme des hordes teutoniques nous a indignés. Nous avons appelé à l'opinion publique mondiale, et nous avons été surpris de son silence, de ses incertitudes et de ses égarements, Mais au nom de quoi l'invoquions-nous ? Nos ennemis aussi en appelaient. Finalement, c'est notre 75 qui saura se faire entendre. Ce sera sa brutalité qui fera triompher nos raisons.

Ce n'est point que les forces morales soient négligeables. Elles l'emportent (1). Mais à condition d'être réellement des forces, et morales, c'est-à-dire organisées. Ce ne sont pas des divagations personnelles, inconsistantes et contradictoires, qui créent des mœurs : elles ne peuvent que les corroder. Ce ne sont pas les prédications qui disciplinent : elles n'incitent qu'à l'hypocrisie. Au reste, n'est-ce point dans sa « conscience » de moraliste et d'idéaliste boche que le professeur Clemen trouvait la justifi-

(1) Bonaparte lui-même en a convenu : « A la guerre, tout est moral. Le moral et l'opinion font plus de la moitié de la réalité. »

cation des odieuses destructions de Reims, Soissons, Arras, Senlis, Ypres, Louvain, etc... ? « L'intérêt évidemment supérieur aux intérêts purement patriotiques », comme dit M. É. Corra, ne saurait être déterminé, apprécié et spontanément servi par l'individu et la nation. Ce serait duperie, trahison ou suicide, car rien ne répondrait de la réciprocité.

Plus positif, le Pape a dit justement que la vraie cause de la guerre était l'anarchie morale de l'Europe. Les excès de cruauté dans les combats marquent l'intensité et l'étendue de cette anarchie. Or, nulle contrainte matérielle ne peut établir l'ordre moral. S'il y va de son existence, un peuple ne se peut laisser imposer des devoirs à l'égard de l'ensemble des autres peuples par la contrainte et même par le contrat. Pour assurer le concours de tous les peuples à l'œuvre humaine, il faut une force plus grande que celle des canons ; et pour garantir leur indépendance, une caution plus sûre que celle des « chiffons de papier ». C'est pourquoi aucun empire trop vaste n'a pu durer : le sabre est trop faible. C'est pourquoi tout traité de paix est finalement déchiré : le papier est trop fragile.

De même, nous constatons que les internationalismes de l'or, du travail ou de la science ne tiennent pas mieux. Un économiste, M. Arthur Raffalovich ne nous avait-il pas assuré que « l'organisation économique de l'Allemagne » était « taillée pour la paix » ?

Si la paix universelle s'établit un jour, ce ne sera que dans les conditions d'unité morale qu'il y faut. Il n'est de progrès que dans la voie de l'ordre. C'est être dans ce bon sens que de sauvegarder militairement l'indépendance nationale. Vivre d'abord.

III. — POUR LA PAIX CIVILE.

La victoire n'aplanira aucune de nos difficultés intérieures, politiques et sociales, et elle en fera surgir d'autres. Le régime que nous nous sommes donné ne peut que les accumuler en les aggravant.

Sur 39 millions de Français, 11 millions d'électeurs. Parmi ceux-ci, un peu plus de 2 millions — qui ne sont ni les plus aptes, ni les plus dignes — sont représentés par la faction au pouvoir, à supposer que le ministère représente la majorité parlementaire et que celle-ci représente exactement ses électeurs, à supposer qu'un gouvernement puisse représenter les gouvernés. D'ailleurs, les élus de cette minorité de hasard — 6 p. 100 au plus de la population totale — ont autre chose à faire que de refléter les ignorances, les confusions, les passions et les intérêts incompatibles de leurs commettants. On ne s'occupe que des plus influents.

Car il faut préparer sa réélection ou profiter le plus possible d'un règne trop court. Député, on convoite un portefeuille. Ministre, on s'y agrippe. Les grands moyens sont la faconde, la discorde civile et la corruption.

Plus des cinq sixièmes des parlementaires sont médecins, journalistes, avocats, surtout avocats. Ils parlent, intarissablement. Jamais l'ignorance ne fut si prolixe, ni la sottise si emphatique.

Pour que X. soit député plutôt que Z., il importe que les Français s'entredéchirent. L'union sacrée fut un miracle du patriotisme. Elle ne laisse pas

d'alarmer les politiciens. Les exigences de la clientèle électorale ne leur permettent point d'avoir pitié de la France pantelante. L'ennemi étant là, on les voit intriguer, conspirer, interpellier. C'est l'ultime espoir des Barbares aux abois. C'est notre appréhension.

La corruption est le principal levier. Elle va de l'élu à l'électeur, et de celui-ci à celui-là. Son procédé le plus simple est de faire payer l'État. Le budget sert d'abord à nourrir le plus grand nombre d'électeurs. On multiplie les places, les sinécures. Un industriel, M. R.-S. Carmichaël, a pu dire : « Il y a, semble-t-il, dans notre budget, des ressources pour tout, excepté pour l'indispensable. » L'utilité générale passe après les sollicitations des intérêts personnels immédiats. Par exemple, nous avons dépensé beaucoup pour les petits ports électoraux, et Le Havre et Marseille ne peuvent recevoir les bateaux de 55 à 65.000 tonnes. Actuellement, faute d'outillage, le port du Havre est embouteillé.

L'électeur veut des sinécures. On centralise donc l'administration, on tend à absorber tous les services sociaux pour créer des places. Un million de fonctionnaires, c'est la moitié du contingent électoral qui forme la majorité gouvernementale. Mais il faut toujours plus d'argent. Tous les électeurs entendent participer à la curée, cependant que la circulation se ralentit, que le crédit baisse, que les impôts s'alourdissent, que la production diminue. Alors, on légifère, on s'en prend aux possesseurs directement (1), et l'on dilapide le capital social.

(1). Moins il y a d'exécutif, plus il y a de législatif. Depuis 1871, nous avons été surchargés de plus de 100.000 lois, ordonnances et décrets nouveaux.

Quand on en est là, la banqueroute est proche.

Tacite a dénoncé l'ignominie électorale : Tout par servilisme pour obtenir le pouvoir.

Et qui donc se ravale le plus, sinon le pire ? Et qui donc peut avoir un si vif désir d'être élu, si ce n'est celui qui ne serait rien s'il ne l'était pas, si ce n'est celui qui est prêt à prévariquer ? Voilà pourquoi le niveau intellectuel et moral des parlementaires baisse constamment. C'est Aristophane qui a fait remarquer que, dans une démocratie électorale, les citoyens tarés ou médiocres éliminent les meilleurs comme la mauvaise monnaie chasse la bonne. Les mêmes causes produisent les mêmes effets, toujours et partout.

Les « bonnes élections » sont un leurre. Avec les pouvoirs exorbitants qu'ils se sont arrogés, commandant aux préfets, disposant des finances de l'État et, par la toute-puissance législative, irresponsable, des biens privés et des personnes, les politiciens sont maîtres des urnes. Électeurs, nos admirables soldats voteront pour un traître, si ce traître a du bagout, de l'impudence et peut, en menaçant les uns de brimades administratives, promettre aux autres des faveurs, des places et des largesses. Les électeurs, disait Taine, sont « un simple troupeau de moutons racolés, dont on peut toujours escroquer, violenter ou falsifier le vote, et dont le verdict contraint ou simulé, est d'avance à la merci des politiciens. »

Cercle vicieux. Pour améliorer le système, il faudrait changer le personnel ; et pour ceci, il faudrait cela. L'un et l'autre s'engrènent et se soutiennent. Le personnel, parce que le système n'en peut pro-

duire d'autre; le système, parce qu'il est la condition d'existence du personnel.

Le suffrage universel n'exprime pas l'opinion publique. Celle-ci pourrait être la force réelle, efficace de la démocratie vivante; celui-là n'est, suivant l'expression de Comte, « qu'une ignoble mystification oppressive ». Pour Proudhon, « le plus sûr moyen de faire mentir le peuple est d'établir le suffrage universel ». — « C'est la honte de l'esprit humain », écrit Flaubert. — « La société se meurt du suffrage universel; c'est, de l'aveu de tous, l'instrument fatal de sa ruine prochaine », note E. de Goncourt, dans son *Journal*, le 11 juillet 1871. — « Cette maladie est la plus dangereuse épidémie qui puisse s'abattre sur un peuple », prononce Fustel de Coulanges. Et Le Play, Renan, Taine, Pierre Laffitte, Th. Funck-Brentano, tous les cerveaux bien faits que l'Année terrible a instruits, souscrivent ainsi à la sentence de Comte : « Le choix du supérieur par l'inférieur est radicalement absurde et anarchique. »

Ne pouvant choisir, le nombre ne saurait diriger, contraindre, ni même enseigner. Il ne peut que sanctionner. C'est par la sanction morale, aussi prompte qu'énergique, qu'il agit réellement. S'il prétend à diriger, il s'égare ou il est dupe; s'il contraint, il est tyrannique; s'il enseigne, il est fanatique et rétrograde. Dans aucun cas, il ne peut « s'inspirer du passé pour régir le présent et préparer l'avenir », c'est-à-dire gouverner.

L'intérêt collectif n'est pas la somme des intérêts particuliers, la volonté sociale continue n'est pas la résultante des caprices individuels. L'une des fonctions du gouvernement est, précisément, de

subordonner ceci à cela par la contrainte. Il doit d'abord assurer le concours en garantissant autant qu'il se peut l'indépendance. « On ne demande pas au torrent de faire sa digue », a dit de Bonald.

Quand ce système est généralisé et aggravé par le parlementarisme, il n'y a plus l'ombre de pouvoir central.

Gouverner n'est pas discuter, légiférer : c'est prévoir afin de pourvoir ; c'est décider. Dans une assemblée parlante, élue pour quatre ans, tous les appétits sont en compétitions, toutes les basses ambitions sont en effervescence. Il n'est que de conquérir le pouvoir ; non pour l'exercer, mais pour l'exploiter.

Depuis 1871, on compte cinquante ministres de la Guerre, quatre en ces derniers vingt mois. A peu près autant de ministres des Affaires étrangères. Par exemple, avant Agadir, M. S. Pichon était sur le point de faire aboutir les pourparlers relatifs aux chemins de fer marocains, quand le ministère fut renversé. M. J. Cruppi succéda à M. Pichon, et, dès lors, tout fut remis en question et s'embrouilla. L'Allemagne en profita pour multiplier ses exigences. Le *Panther* parut devant Agadir, et la discussion se poursuivit avec un autre ministre, M. de Selves. Finalement, il fallut tout céder...

« Une assemblée ne peut jamais, par elle-même, organiser une direction, a fort bien dit Pierre Lafitte. Aucune opération ne peut s'accomplir sans la direction d'un organe unique. »

Rappelons-le. A la Chambre, six mois avant la déclaration de guerre, M. Ribot, ayant fait timidement allusion aux « difficultés extérieures », souleva

ces protestations que le *Journal officiel* a transmises pour notre instruction :

« Quelles difficultés? » hurla-t-on à gauche. « Il n'y en a pas »! — « On ne peut prononcer de telles paroles à la tribune », s'exclama un président de la Commission du budget de l'armée. — « Ne jouez pas de la panique », vociféra un futur ministre de la Défense nationale. Ceux qui prétendent défendre la France lui rendent un bien mauvais service en semant de pareilles inquiétudes. »

Or, la guerre était imminente. Depuis trois ans, nos ministres en étaient avertis, à tout le moins par le rapport officiel et secret allemand, dont le ministère eut communication en mars 1913; par M. Jules Cambon qui, en mai 1913, prévint son ministre que l'Allemagne attaquera brusquement dès qu'elle jugera le moment propice et que ce moment est proche; par les propos de l'empereur Guillaume et de M. de Moltke tenus au roi Albert et que nous rapporta, peu après, en novembre 1913, une amicale indiscretion.

Il était évident, dit M. André Liesse, d'après les dépenses militaires de l'Allemagne, « subitement accrues à partir de 1912, puis par la création d'un énorme impôt de guerre en juillet 1913, que l'éventualité d'une agression s'approchait de plus en plus et que ces faits étaient des symptômes graves, excepté pour ceux qui n'ont rien voulu voir. »

Enfin, pour les plus perspicaces, le redoublement d'activité de la propagande pacifiste et antimilitariste en France (il en avait été de même en 1869) était non moins significatif. Nos loges maçonniques faisaient fête aux délégués des loges allemandes. Des revues « avancées » menaient des enquêtes sur

« le rapprochement franco-allemand », où les 93 intellectuels allemands, signataires du factum « Il n'est pas vrai »... que le vrai soit vrai, pouvaient exprimer leur amour pour « la France admirable ». Nos publicistes allaient recueillir ces témoignages sur place afin de les publier dans des livres qu'un comité pacifiste, ayant pour président d'or M. Carnegie, faisait distribuer gratuitement, à profusion. Cependant qu'on nous endormait au son de la flûte pacifiste, les usines de guerre d'outre-Rhin trépidaient, la mobilisation financière s'appêtait. L'Allemagne ramassait toutes ses forces d'orgueil et de haine pour la ruée finale.

Que de souffrances, de deuils eussent été évités si, ayant prévu, on avait pourvu, si nous avions eu plus de mitrailleuses, plus de canons, plus de munitions, si nous avions eu les usines de produits chimiques indispensables à la défense nationale, et tout ce qu'un pouvoir central eût su préparer !... Ce que nous avions, par exemple notre 75 (1), nous le devions aux militaires, aux techniciens, malgré le Parlement, souvent à son insu, et contre lui.

Disons-le, il y a là plus que l'imprévoyance, l'incurie inhérentes aux Assemblées délibérantes, il y a cette démagogie électorale qui, à Athènes menacée, fit édicter la loi punissant de mort celui qui proposerait d'employer pour l'armée l'argent destiné aux spectacles.

Il n'est pas de pratique électorale sans démagogie, et, pour celle-ci, la trahison, latente ou patente, est une fatalité. Le 15 juillet 1914, au Congrès socialiste,

(1) C'est *le Temps* qui nous l'a révélé.

un de nos ministres du jour préconisait « la grève générale préventive » pour faire avorter la mobilisation générale. La veille même de cette mobilisation, une délégation de parlementaires adjurait M. Viviani de ne prendre aucune mesure de défense, et le président du Conseil concéda, à tout le moins, de faciliter l'invasion en donnant l'ordre à nos troupes de se replier à huit kilomètres en deçà des frontières.

Avant la victoire de la Marne, avant que fût signée la convention de ne pas accepter de paix séparée, certains parlementaires, et de toutes nuances, avaient été jusqu'à demander qu'on mit fin à la résistance, du moins pour les villes fortifiées qui se trouvaient dans leurs circonscriptions.

Maintenant encore, il en est qui redoutent moins une défaite que la popularité d'un général trop brillamment victorieux. Tel député, tel groupe que nous pourrions citer inclinent pour la paix à tout prix; et si nous triomphons, ils sont d'ores et déjà pour une paix allemande, contre « l'autocratie russe » et le « capitalisme britannique ». Certes, ils ne sont qu'une minorité. Mais il ne s'en est fallu, en 1914, que du déplacement de quelques bulletins de vote d'ivrognes pour que ce fût la majorité. Voilà de quoi dépend une civilisation de quinze siècles!...

Au reste, ils sont dans la logique du système, non pas en revendiquant le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ce qui ne veut rien dire; mais en traduisant ce « droit » par la grossière application du procédé électoral aux conditions de la paix, ce qui, sans doute, veut trop dire. Et cette logique aboutit à la stupidité universelle, chacun étant appelé à

déterminer par le vote ses droits et ses devoirs : les locataires fixant le prix de leurs loyers et s'ils doivent les payer; les ouvriers établissant le taux de leurs salaires et s'ils doivent fournir un travail quelconque; les conscrits prescrivant le temps de service militaire qui convient; les enfants, la durée des études et des récréations, etc...

La civilisation s'est faite lentement, des privations, des sacrifices, des efforts pénibles, consentis ou imposés. Quand la religion n'a pu persuader, il a fallu y contraindre. Les saints, les héros, les génies sont l'exception, et ils ne le sont qu'à un moment, en quelque partie. A l'ordinaire, les hommes auront toujours besoin d'être gouvernés.

Notre patrie est plus qu'une majorité électorale, plus que l'unanimité des électeurs, et même que la totalité des vivants présents. Elle est le sol d'abord, ceux qui naissent sur ce sol et en tirent leur subsistance; mais, plus encore, de plus en plus, elle est composée de ceux qui ont passé sur cette terre des pères, qui l'ont embellie, fortifiée, fertilisée de leur travail, de leur pensée et de leur amour; de tous ceux enfin qui viendront après, l'innombrable postérité, avec toutes les possibilités d'un perfectionnement indéfini.

Ce n'est pas tel mode de votation, telle personnalité, tel parti, c'est le système même qui est radicalement anarchique. Le doser, c'est doser le poison; le réformer, obtenir une plus exacte représentation, c'est simplement développer le mal. On ne gouverne avec le suffrage universel, si peu que ce soit, qu'en le falsifiant.

De même, pour le Parlement. A l'origine, en

théorie, il devait avoir pour unique fonction de contrôler les dépenses de l'État. Mais les pouvoirs irresponsables ne se limitent pas eux-mêmes. Le contrôle, à son tour, pour n'être pas au-dessus de l'État, doit être contrôlé, et le contrôle du contrôle... Tout se passe, dès lors, pour le gouvernement, en législatif; pour l'administration, en écritures. Ainsi, toutes les responsabilités sont couvertes; mais c'est, d'une part, le mécanisme légal qui paralyse toute vie sociale spontanée; de l'autre, l'immuable inertie bureaucratique.

Bossuet avait observé que ce qu'on veut rendre faible à faire du mal et à opprimer devient impuissant à faire le bien et à protéger. Abolir toute autorité politique, brider toute initiative administrative, c'est évidemment en finir avec les abus du pouvoir; mais c'est risquer les calamités de l'anarchie. Mieux valent les abus inévitables. « Toutes les complications sociales inspirées par la défiance, dit Comte, n'aboutissent qu'à l'irresponsabilité. »

La sagesse est de se résigner à ce qu'on ne peut modifier. Ne nous absorbons pas dans la recherche du parfait fonctionnaire. Le meilleur est celui qui est en position. La continuité est préférable même à la plus haute compétence. C'est la fonction qu'il faut organiser. Comme nous l'a conseillé Comte, « substituons à l'orageuse discussion des droits, la paisible détermination des devoirs, et remplaçons les vains débats sur la possession du pouvoir par l'examen des règles relatives à son sage exercice ».

N'importe quoi, laisse entendre le parti, la défaite la faillite, la subversion totale; mais mes hommes, mon drapeau !

N'importe qui, doivent répliquer les dévots de l'union sacrée, n'importe quelle étiquette; mais un gouvernement qui gouverne pour la nation et qui nous sauve !

République, Empire, Monarchie, proclamait Déroulède, ne sont que les prénoms de la France. Nous nous en tenons à la République, puisqu'elle est un fait; mais nous ne lui sacrifions pas la patrie.

La République sera dictatoriale, monocratique, ou elle ne sera pas. Si c'est pour le peuple qu'on gouverne, ce n'est jamais par lui. Dans la phraséologie révolutionnaire, le « pouvoir personnel » n'est jamais assez honni. C'est pourtant le seul qui soit responsable, qui se puisse sanctionner et régler. La pire tyrannie est celle des syndicats d'affaires, des factions, d'une oligarchie anonyme, insaisissable. Elle est sans limite.

Quelle qu'en soit l'issue, la guerre ne changera pas la nature des choses et des êtres. Ou la France se rendra un pouvoir central en se donnant un chef, sous quelque titre que ce soit, ou les pouvoirs locaux en conflits, les intérêts et les passions en lutte la démembreront (1). « Pas de société sans gouvernement. »

La principale faute de la France, disait Renan au lendemain de 1871, c'est « d'avoir tenté étourdiment l'expérience du suffrage universel dont aucun peuple ne se tirera mieux qu'elle ». Nous l'avons payé encore de quarante ans d'agitations politiciennes, du « régime abject » qui nous a décérébrés et disso-

(1) Voir *Avant tout, un pouvoir central !* par J. DESSAINT, qui vient de paraître chez Perrin, éd.

ciés, enfin de l'invasion, d'une guerre qui se prolonge trop avec trop de dévastations, de souffrances et de sang versé.

N'est-ce pas assez ? Allons-nous enfin nous dégager de la métaphysique et du romantisme révolutionnaires ?

En s'adressant aux ouvriers du Creusot, en août 1915, un ministre socialiste a reconnu que « l'inégalité est la loi de la guerre ». Ailleurs, des malins nous font observer que « l'ennemi est à Noyon ». Qu'est-ce à dire ? Que l'état de guerre et l'Allemand à 90 kilomètres de Paris modifient les lois éternelles et universelles de la physique sociale ?...

Les dogmes léthifères de l'individualisme et de l'égalitarisme seront aussi funestes après la guerre que pendant et avant. L'anarchie ne se régularise pas. Une société en finit avec elle ou elle en finit avec la société.

Qui réclame « l'unité de direction », « le respect des compétences », « un gouvernement » ; qui s'irrite de « l'inertie bureaucratique », de « l'irresponsabilité administrative », de « la paperasserie », etc., il condamne l'élection et le parlementarisme dans leurs conséquences directes. En voulant les avantages d'un gouvernement qui gouverne, on veut les conditions d'existence et de fonctionnement de tout gouvernement effectif, qui est un organe spécialisé de « réaction de l'ensemble sur les parties » ou n'est rien.

Nous n'avons plus la possibilité de divaguer, nous n'avons plus une faute à commettre. Après la victoire, le danger sera partout, au dehors, au dedans. Le monde sera en ébullition. La démagogie

s'exaspérera. Il faudra résister, contenir, propulser, régir, construire, maintenir surtout. La discipline, l'abnégation, la rectitude de jugement et de conduite, un formidable effort d'ensemble seront d'obligation impérieuse.

Une politique vraiment positive n'est contre aucun parti. La République n'est pas qu'une nuée méphitique, le socialisme n'est pas que la démagogie, la réaction n'est pas qu'une rétrogradation. Pour revenir au bon sens, nous n'avons pas à rompre l'union sacrée. Le suffrage universel et le parlementarisme ne sont liés à aucun régime. Ils ne tiennent à aucune doctrine. Ce sont seulement des carrières faciles. Vraiment, ils ne peuvent plus avoir d'autres partisans que les imbéciles qu'aucune leçon n'avertit, les coquins dont les malheurs publics font la fortune et surtout cette espèce bizarre, extrêmement malfaisante, d'honnêtes conservateurs de l'anarchie qui, par pusillanimité, par scepticisme ou vanité, s'efforcent d'être plus astucieux que ceux-ci et plus sots que ceux-là.

IV. — POUR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE.

Après 1871, notre or avait enivré les vainqueurs. Ce fut, pour l'Allemagne, jusqu'en 1878, le *Schwindelperiode* (période de vertige). Si l'Empire avait reçu dix milliards au lieu de cinq, disaient ses humoristes, il eût été ruiné.

Cette guerre ayant été beaucoup plus longue, plus destructrice et plus dispendieuse, nous serons dans l'obligation d'exiger une énorme indemnité.

Ce sera une difficulté de plus.

Il faudrait que ces ressources nouvelles fussent sagement administrées et employées avec prudence à alléger les impôts, à amortir la Dette, à stimuler le travail et à donner le plus grand essor économique au pays en améliorant son outillage, ses voies de communication, ses moyens de transports, en activant la production et en favorisant le crédit. Mais un ministre peut-il résister aux sollicitations des parlementaires dont il dépend? Un député peut-il laisser entendre à ses électeurs qu'à poser une voie ferrée, creuser un canal, un port, assainir une ville, fertiliser une région, utiliser une force naturelle ou un produit, installer des laboratoires, introduire une industrie, fonder des écoles techniques, étendre le crédit, les millions dépensés créent autant de bien-être, de sécurité, de liberté que les milliards gaspillés enaumônes électorales ou en manifestations démagogiques suscitent de misères, de menaces et de contraintes? Ce serait compromettre sa réélection.

La démagogie est tout, parce qu'elle mène à tout. Elle n'est enrayée que par les possibilités budgétaires. Les milliards de la rançon — trésor de guerre civile pour le parti au pouvoir — vont l'amplifier. Ils exciteront les convoitises et les compétitions.

C'est à qui surenchérisse. On bâclera des « lois sociales » qui paralyseront l'initiative et l'énergie, troubleront les rapports économiques, exacerberont l'envie des pauvres et l'égoïsme des riches, attiseront les haines de classes et, finalement, en flattant les plus bas instincts des foules, propageront le parasitisme mortel et nous livreront à la ploutocratie internationale.

En tenant compte du capital humain, des destructions, du trouble économique, on peut évaluer à 350 milliards de francs au moins, à la fin de 1916, le coût de la guerre. Seule, la masse mondiale de 50 milliards de numéraire restera intacte. Par surrestimation, sa valeur nominale se sera même accrue. Néanmoins, comme le crédit, surtout en France, est encore à l'état rudimentaire, l'or va être beaucoup plus demandé, et, en conséquence, il renchérra. Cela veut dire qu'une surprime sera allouée à la stérile thésaurisation, que l'intérêt s'élèvera de 2 ou 3 p. 100, et qu'il sera plus facile de vivre de ses rentes et à un plus grand nombre.

Ce n'est pas pour aiguillonner notre commerce et notre industrie. La multitude de nos petits rentiers va grossir encore, et c'est par la petite boutique et le petit atelier que les autres chercheront à pénétrer dans la terre promise du parfait parasitisme.

Dans ces conditions, il y a à craindre que beaucoup de grandes entreprises, celles-là seules qui enrichissent un pays, soient délaissées ou périssent. Le capital étant plus rare et moins préservé des imaginations électorales et parlementaires, le taux d'intérêt montera encore. Et nous resterons un peuple de malthusiens, sceptiques et jouisseurs, qui n'a plus la volonté de vivre.

En 1913, l'ensemble du commerce extérieur pour l'Angleterre représentait 33 milliards de francs; pour l'Allemagne, 27 milliards; pour la France, 15 milliards. Dans les six dernières années seulement, les importations allemandes en France s'étaient accrues de 40 p. 100. En trente-cinq ans, le commerce extérieur de l'Allemagne avait quadruplé.

Mais nos industriels et nos commerçants s'étaient lassés de soutenir la concurrence étrangère. Ils ne demandaient que d'être protégés contre cette concurrence sur le marché français, naturellement au préjudice du consommateur et du contribuable qui sont tout le monde. Et ils le demandaient, parce qu'ils l'obtenaient souvent, parce que, vraiment, ils ne pouvaient lutter contre des concurrents qui disposaient d'une organisation du travail et du crédit, d'un outillage économique et de services publics bien supérieurs aux nôtres.

Ne produisant plus assez pour ses besoins immédiats, avec tant d'incurie et de gaspillages, comment la France n'a-t-elle pas été ruinée ?

C'est que son passé d'ordre lui avait légué un énorme capital, que son sol est merveilleusement riche ; c'est aussi qu'une fiction, la productivité du numéraire monopolisé, l'intérêt, l'usure pour parler net, en faisait de plus en plus une marchande d'argent. Par là, elle se dégradait. Elle mourait doucement, ignoblement, dans l'avarice, le parasitisme, la peur, la frivolité d'esprit, l'indolence, la niaise vanité du faste et les basses jouissances. Elle n'avait pour support que cette fiction. Peu à peu, elle en venait à compter bien plus sur les revenus de son argent que sur son labeur (1).

(1) Tout se tient. Notons-le : Institution d'ordre, l'Eglise a toujours condamné l'usure. Ce sont d'abord les légistes et Calvin qui lui furent indulgents. La Révolution, cependant qu'elle interdisait les corporations et les coalitions ouvrières, donnait toute licence à la Bourse et levait la prohibition de l'usure. Pour le bon sens positif, l'intérêt de l'argent, qui se prélève sur le travail et le sol, n'est justi-

Mais quoi de plus dépendant qu'un rentier et un parasite ?

Pour de l'argent, nous livrions ce qui est le plus précieux : la vigueur de la race, le sol, le sous-sol, les forêts, notre réputation commerciale, industrielle, artistique, notre indépendance. Nous laissions installer chez nous 10.000 Sociétés austro-allemandes ; mais nous avions un million de fonctionnaires, deux millions de boutiquiers, dont cinq cent mille cabaretiers, et cinq millions de rentiers.

Et, avec la division de la propriété terrienne, la pulvérisation du capital, une extension monstrueuse des classes moyennes, déterminées par le Code civil et notre légifération démagogique, le dédain s'accroissant du travail productif, c'était l'exode des campagnes vers les villes et toutes leurs lamentables conséquences : malthusisme, prostitution, alcoolisme...

Tout nous y inclinait. En fait, l'État avait monopolisé l'enseignement afin que la jeunesse connût le but de la vie, qui est d'être fonctionnaire ou rentier. Et, comme il sied de faire sa part à l'idéal, on excitait les enthousiasmes avec de petits rubans multicolores. Le prolétaire lui-même, en sortant de l'école primaire, où les mystérieuses beautés de la Caisse d'épargne lui avaient été révélées, considérait le petit patronat et le petit commerce, dûment encouragés par l'État, comme une étape nécessaire pour accéder au parasitisme complet. L'envie lui tenait lieu d'espérance, et la cupidité de ressort.

Le sabotage s'étendait peu à peu, de l'ouvrier en-

fiable que si la richesse est une fonction sociale, et seulement pour réaliser une suffisante concentration du capital.

vers le patron, de l'industriel envers le vendeur, du débitant envers l'acheteur. Malheureusement, le sabotage ne s'exporte pas, et il retombait sur tous. Les gros profits, les gros salaires, s'ils propageaient le jeu, la débauche, la paresse et l'alcoolisme, avaient pour contre-coup les faillites, le chômage et ses misères.

L'audace tudesque conquérait tout ce que lui abandonnait notre nonchalance. Nos propres capitaux allaient alimenter ses entreprises. Une chaîne, d'autant plus solide qu'elle était d'or, nous liait et nous immobilisait de plus en plus.

Chez nous, la boursicoterie seule prospérait. Trop. Le tant pour cent faisait passer sur l'exploitation la plus odieuse, la spoliation, la trahison. A la faveur d'un facile anonymat et de l'irresponsabilité, de très-honnêtes gens y participaient en toute innocence.

Proudhon et Paul Leroy-Beaulieu ont comparé les Sociétés anonymes aux Grandes Compagnies du quatorzième siècle qui saccageaient les campagnes et pillaient les voyageurs. Quand auront-elles leur Du Guesclin?

Nos Sociétés dites de crédit — encore que le crédit fût le cadet de leurs soucis — lançaient toutes les émissions dont elles pouvaient tirer quelque bénéfice. Elles n'y regardaient que pour exiger de plus grosses commissions. Plus l'affaire était véreuse, plus elles avaient intérêt à la lancer. C'est ainsi qu'aux approches d'une guerre inévitable, que tout annonçait, ces Sociétés, après que le gouvernement, qui ne pouvait rien leur refuser, eût autorisé l'opération, invitèrent les gogos français à fournir 500 millions au Turc pour acheter les canons Krupp dont les douces nous étaient destinées. Et l'on tenait tant au

succès de cette brillante affaire que, pour l'assurer, notre propre emprunt fut retardé et ne se put conclure au moment où nous en avions le plus pressant besoin. C'est aussi, en grande partie, avec nos fonds que la Bulgarie a pu s'armer pour nous combattre.

Sur les 2 à 3 milliards que nous épargnions annuellement, plus de la moitié, 1 milliard et demi à 2 milliards, allaient à l'étranger. En 1911, par les soins de nos grandes banques, il fut émis pour 800 millions de valeurs françaises et 3.900 millions de valeurs étrangères. Un financier allemand disait à un journaliste français : « Notre argent nous sert à faire des affaires, mais le vôtre sert à permettre à d'autres d'en faire. Il vous rapporte 3 à 4 p. 100 ; le nôtre nous rapporte le double. » Aussi, dans ce dernier quart de siècle, l'essor économique de l'Allemagne fut-il prodigieux. Nous l'aidions à nous écraser.

Devenus les commanditaires du monde entier, nous aurions pu obtenir, à tout le moins, outre le mépris, certains avantages politiques et économiques. Pas même. Il eût fallu un gouvernement ayant une continuité de vues et une indépendance qui lui permissent de « savoir pour prévoir afin de pourvoir ». La démocratie électorale n'est jamais, au reste, qu'une argyrocratie. Or l'argent qui n'est pas contenu n'est que pour l'argent. Nos financiers ne recherchaient que le gros profit, immédiat, sans risque pour eux-mêmes. La France perdait, à chaque coup, le double ou le triple de ce qu'ils gagnaient.

Avec la complicité de la presse et de la politique (1),

(1) Les fermages financiers rapportent aux journaux de 200.000 à 1.000.000 de francs par an. Le chiffre annuel des subventions accordées ainsi par une seule Société de crédit

les grandes banques abusaient donc des ignorances d'un capitalisme incompetent parce que trop dispersé. Beaucoup de ces émissions n'étaient que de vulgaires escroqueries. Les naïfs souscripteurs y ont laissé en plumes, dans les quinze dernières années qui précédèrent la guerre, près de sept milliards. Mais voici qui est plus grave encore.

Étant parvenues à évincer les petites banques locales, qui rendaient d'utiles services, jouissant ainsi d'un monopole de fait, cinq à six Sociétés de crédit, syndiquées, étaient à peu près seules à recevoir les dépôts à vue ou à court terme. Ne payant à leurs clients qu'un intérêt dérisoire de 1/2 à 1 p. 100, elles repassaient cet argent, à 6 ou 7 p. 100, aux banques allemandes.

Celles-ci l'employaient congrûment à l'extension du commerce et de l'industrie germaniques. La seule *Deutsche Bank* eut ainsi à sa disposition jusqu'à 2 milliards de capitaux français. Plusieurs fois, notamment en 1901 et en 1907, l'Allemagne fut sauvée de la banqueroute par nous. C'est grâce à cette étrange sollicitude de notre oligarchie financière qu'elle nous supplantait sur les marchés, qu'elle nous ruinait et qu'elle put fabriquer un formidable matériel de guerre. Trahison inconsciente, peut-être; mais les suites n'en furent pas moins désastreuses.

dépasse 3 millions de francs. Une émission est une bonne affaire pour tout un peuple interlope de courtiers, de journalistes, de politiciens. Parmi ces derniers, les plus influents reçoivent les honoraires d'avocats-conseils ou les jetons de présence des Conseils d'administration, soit de 30.000 à 500.000 francs par an, — suivant le grade. Avoir été ministre ou être ministrable assure l'avenir.

Un publiciste financier, M. Raphaël-Georges Lévy, qui n'est pas un adversaire déclaré de cette oligarchie, pouvait écrire, dans *l'Information* du 7 avril 1915 : « La puissance de nos banques faisait précisément qu'elles avaient des relations avec le monde entier, et notamment avec les pays qui sont aujourd'hui en guerre contre nous. Des acceptations, des ouvertures de crédit avaient été consenties entre autres à des banques allemandes, à des banques autrichiennes. Après que la guerre eût été déclarée, les correspondants, à qui crédit avait été ainsi fait, n'étaient pas en mesure et n'avaient même pas la possibilité, par suite des lois promulguées dans leur pays, de rembourser leurs dettes aux banques françaises ! »

Voilà donc pourquoi nos banques ne purent rembourser leurs déposants trop confiants et pourquoi le moratorium financier vint détraquer brusquement tout notre mécanisme économique, au moment critique où il eût fallu en obtenir le rendement maximum. Rien qu'au seul point de vue de la fabrication des munitions, le mal n'est pas encore réparé : de hauts fourneaux avaient été éteints qui n'étaient pas rallumés un an après.

D'ailleurs, nos ennemis nous manœuvraient sur tous les terrains : industriel, commercial, financier, politique, intellectuel. Aucun organe de concentration, de prévision, de décision, d'information et de direction n'existait, qui eût pu avertir ou s'opposer. L'argent, sans patrie comme sans odeur, était maître, sur la terre, des êtres et des choses.

D'après *le Temps*, « la mobilisation financière aurait dû faire partie du programme de défense nationale

préparée de longue main par tous les services de la guerre, de la marine et des chemins de fer ». Nos fonctionnaires n'ont pas tant de vertus, et, en eussent-ils assez, que les parlementaires, leurs patrons multiples et changeants, ne leur permettraient point de les exercer. Aussi ont-ils fait tout ce qu'ils peuvent quand ils n'ont rien fait, quand ils ont accumulé des dossiers et des rapports, quand ils ont empêché de faire trop de mal, quand ils ont opposé leur imperturbable inertie aux « réformes » inventées par la section des *Droits de l'homme* ou le Comité radical-socialiste-anticléric-al-indépendant de Fouilly-les-Oies.

Un ancien ministre qui semble se repentir, M. Pierre Baudin, écrivait en janvier 1915 : « Plus de la moitié des maisons opérant sur la place de Paris étaient allemandes, soit du fait de leurs gérants, soit du fait de leurs commanditaires ou même de leurs sous-participants. Un certain nombre, d'ailleurs, se sont fait naturaliser pour les besoins de la cause, comme bien on pense. On peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que toutes les paniques qui se sont produites sur le marché depuis plus de vingt ans ont été préparées et suscitées par des Allemands. La paix signée, nous aurons à faire face au même péril. Quelles mesures les pouvoirs publics prendront-ils alors ? »

Mais, à la paix, les « pouvoirs publics » ne prendront des mesures d'intérêt général et permanent que s'ils sont vraiment des pouvoirs publics. M. le sénateur Pierre Baudin y a-t-il songé ?

Ayant vaincu, nous devons boycotter les articles allemands, expulser les négociants, usiniers, bour-

siers teutons que nous avons laissé s'installer chez nous. Mais, le terrain déblayé, il faudra labourer, semer. L'élimination de nos redoutables concurrents ne nous dispensera pas d'effort et d'intelligence.

Avec le fer de la Lorraine et de la Normandie, les potasses de Mulhouse, le charbon du bassin de la Sarre, la France peut devenir la plus riche nation du monde. Mais encore faut-il qu'elle sache administrer ses richesses, qu'elle les garde et qu'elle se garde (1).

La supériorité politique de l'Allemagne et ses succès diplomatiques étaient dus à la concentration, à la stabilité, à l'indépendance de son gouvernement; sa prospérité économique, malgré des conditions naturelles et sociales défavorables, à l'abondance, au perfectionnement de son outillage public et privé, à l'ingénieuse organisation du crédit surtout.

Chez nous, les affaires se traitent à trois mois, alors qu'il faudrait, pour certains pays importateurs, six, douze, parfois dix-huit mois. Or, M. André Lebon reconnaît que « l'Anglais et l'Allemand trouveront le crédit nécessaire pour faire ces opérations à longue échéance sans être obligés de posséder les fonds de roulement indispensables, pendant que le Français est dépourvu de ces avantages ». Nous savons pourquoi. Les banques allemandes, nous dit M. Raoul Péret, « escomptent le papier des maisons exportatrices moyennant un taux peu élevé et font à celles-

(1) Il n'est pas indifférent que la France soit puissante. Ne serait-ce que pour prolonger la paix. L'Allemagne ruinée restera inoffensive. La France prospère sera généreuse et bienfaisante.

ci l'avance du montant des effets payables à lointaine échéance ».

Faute d'un crédit suffisant, notre exportation ne se développait pas et notre industrie ne renouvelait pas son outillage. Si nous n'y obvions, il en sera de même après la guerre.

Il faut qu'un gouvernement indépendant surveille sévèrement les opérations et les opérateurs de la Bourse, et notamment pour les constitutions de Sociétés, les appels de fonds, les émissions; qu'il astreigne les banques, les Sociétés de crédit à remplir leur principal office de crédit.

Voilà la machine à utiliser. Ce n'est pas tout. Il reste à créer, à canaliser la force motrice, qui est la confiance.

La richesse n'est du capital productif que si elle est assez concentrée. Éparpillée, elle se dissipe, elle est stérile. Or notre système politique ne se prête que trop à la dispersion où tendent l'égalitarisme stupéfiant et l'individualisme dissolvant. D'abord, par notre régime testamentaire; ensuite, par l'impôt toujours croissant, qui absorbe le cinquième des revenus et tout capital en moins d'un demi-siècle; les folles dépenses du faste des parvenus et de la scandaleuse coquetterie des femmes; enfin, par une législation de plus en plus démagogique.

La confiance, sans laquelle il n'est pas d'organisation matérielle du crédit qui vaille, exige la sécurité, la continuité, la paix civile. Or la démocratie électorale ne va pas sans le dénigrement constant, la suspicion, les antagonismes d'intérêts particuliers, les âpres compétitions, les chicanes de sectes, la guerre sociale. Mais l'argent inquiet se terre. L'argent qu'on

menace s'expatrie. En tout cas, il évite de se placer dans l'industrie s'il sait qu'il est à la merci d'une grève, d'une émeute, d'une fiscalité électorale, ou d'une loi de « justice sociale ».

Avec plus de sagesse et plus de confiance, la monnaie métallique perdrait de son privilège exorbitant. L'agio se restreindrait, l'intérêt baisserait, la circulation n'aurait plus d'entrave. C'est le sol, le produit, les connaissances acquises, le talent, l'intelligence, le travail, la probité, la solidarité qui seraient les principales garanties du crédit.

L'Allemagne avait fait beaucoup en ce sens. Son organisation du crédit était remarquable. Nous devons faire plus. Il y a là, surtout pour le prolétariat, des réformes positives à réaliser, bien plus efficaces que toutes les chimères d'ignorance, d'envie et de haine dont on l'abêtit.

Sachons enfin que la prospérité générale ne dépend point de la distribution selon la « justice sociale », mais d'une plus intense production, d'une circulation accélérée, donc d'un capital plus puissant, c'est-à-dire plus concentré, et d'un crédit plus étendu, mieux organisé. Il y faut l'ordre politique et social le plus sûr.

La guerre nous a arrachés brutalement à cet engourdissement béat de bien-être qui était une lente déliquescence dans le verbiage, la futilité et l'idéologie. Si nous ne voulons pas y retomber, il nous faudra reviser nos motifs, nos mobiles, nos raisons, nos principes et nos fins. Nous avons, en nous, des jougs ignobles à secouer, nous avons des provinces de notre âme à libérer, des énergies de nos cœurs à exalter. Nous avons à replacer l'esprit sur le trône qu'a usurpé l'argent.

V. — POUR L'ACCORD SOCIAL.

Avant la guerre, la société française achevait de se décomposer. L'argent s'était substitué à toutes les forces organiques qu'il avait contribué à détruire, et pour délabrer celles qui restaient encore. Rien ne tenait que cette grotesque idole. Rien ne valait que sa toute-puissance. Tout lui était sacrifié. Et d'abord le cœur.

Avec l'extrême imprévoyance générale dont ils sont si rudement châtiés aujourd'hui, les Français marquaient une propension morbide à se prémunir contre toutes les surprises du sort en thésaurisant. Peu leur importait que leurs enfants fussent débiles, rachitiques, imbéciles ou névrosés, s'ils avaient appris à gagner de l'argent; qu'ils se mariassent pour divorcer et divorçassent pour se remarier, s'ils faisaient de « beaux mariages », qu'il s'interdisent une vie généreuse et rayonnante, s'ils laissaient après eux, non pas un souvenir d'affection, une œuvre qui les perpétuât, mais un coffre-fort rempli.

L'intelligence se prostituait. L'art comme la science et la philosophie étaient commercialisés. L'opinion publique était égarée, leurrée, exploitée par la presse d'affaires. Tout s'achetait. Même l'honneur. Si l'Église était persécutée, c'était moins pour sa doctrine, semble-t-il, que pour sa puissance morale.

Quand l'argent n'était pas le but absurde, c'était le moyen du bas plaisir ou du faste. Les femmes ne demandaient plus aux hommes, notait Renan, « que de la richesse afin de satisfaire un luxe vulgaire ».

De plus en plus, les « émancipées » le demandaient à elles-mêmes.

Toute notre législation y poussait. Le régime successoral dispersait le foyer et mettait l'obstacle de la division obligatoire à toute concentration normale comme à toute continuité. Le paysan ne défendait son bien qu'en tuant sa race, par le malthusisme.

Le principe métaphysique et anarchique de la lutte des classes est inscrit dans l'article 544 : « La propriété est le droit de jouir et de disposer de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et règlements ». Et ces lois et règlements ne sont que le catéchisme de l'argent et un terrible anathème à la pauvreté et au travail.

Puisque ce pouvoir démesuré ne conférait que des « droits », il était accessible à tous. D'où l'arrivisme généralisé. Nul ne tenait plus à être ce qu'il était et à l'être le mieux possible. Les places se comparaient de bas en haut, par rapport à soi, à ce qu'on estimait pouvoir en tirer d'avantages, non de haut en bas, en considérant d'abord ce qu'elles exigeaient de capacités et de vertus pour être dignement occupées. Tout était faussé, les mobiles comme le but.

Aussi, de la bourgeoisie par la vanité, la sordide obsession de l'argent s'était-elle emparée de l'esprit du prolétariat par l'envie.

L'ouvrier ne s'attachait plus qu'à élever un chiffre, une apparence, le taux nominal de son salaire, non par une meilleure production, mais par la menace, la grève, le sabotage et l'émeute. Ce n'était plus le service qui était la fin de l'effort, mais la rémunéra-

tion; aussi, n'y avait-il plus que la joie qui s'achète. L'atelier était triste; le logis, misérable. Le cabaret était le refuge; l'ivresse, l'oubli.

La hausse des prix et des salaires étant déterminée surtout par la raréfaction des produits et des producteurs, l'ouvrier croyait améliorer son sort par la malfaçon, le travail lent, la réduction du nombre des apprentis, voire même — par le malthusisme — des ouvriers.

Le travail, comme la richesse, est social dans sa source. Il doit l'être dans sa destination. L'ouvrier n'a pas plus de « droits » au produit de son travail que le riche à ses revenus. « Il n'y a pas de droit absolu, il n'y a pour chacun que des devoirs envers tous. » Nous devons tout à la société : depuis l'outil inventé par notre plus lointain ancêtre et qui multiplie la productivité du travail jusqu'aux terres défrichées, aux villes aménagées, aux trésors d'art et de science accumulés par les âges précédents, jusqu'aux derniers perfectionnements techniques, dus bien moins au savant d'aujourd'hui qu'à la succession de tous les chercheurs qui, à travers les siècles, se sont passé le flambeau et se sont transmis les résultats additionnés de leurs expériences. Nous devons tout au passé, aux morts; et ce que nous devons, il nous le faut restituer à l'avenir, à la postérité, — avec notre apport, par quoi nous survivrons.

Oui, c'est le travail qui crée la richesse; mais l'effort individuel, même avec tous les moyens dont on dispose maintenant, ne saurait en créer assez pour que cette richesse soit entre les mains de l'artisan un capital fécond. Si l'homme avait toujours exercé

le prétendu « droit au produit intégral de son travail », revendiqué par nos syndicalistes, et qui est aussi insensé que le prétendu « droit » d'user et d'abuser qu'invoque le propriétaire, l'humanité n'eût pas été plus loin. Ne travaillant que pour soi, pour manger, ne laissant rien après elles que leurs déchets de cuisine, les générations se fussent succédé, aussi dénuées, aussi bestiales. « Si le riche s'était lassé de prendre, a dit Proudhon, le travailleur se fût lassé de produire. » Il en serait encore de même : ou l'activité industrielle et agricole s'arrêterait, ou la consommation n'aurait plus de limite. Le capital de civilisation, péniblement amassé, non seulement ne s'accroîtrait plus, mais encore s'épuiserait rapidement.

La manière dont la richesse est acquise n'a d'importance que parce qu'elle implique souvent la manière dont il en sera fait usage. Ce n'est pas l'origine ou l'attribution des pouvoirs qui est à considérer, c'est leur emploi. Le paupérisme ne provient pas de « l'injustice sociale », c'est-à-dire du mode d'appropriation et de répartition, mais de l'insuffisance de circulation et de production.

A modifier seulement la nature des possessions, on ne parviendrait qu'à exaspérer les convoitises. Malheureusement, le conflit des pauvres et des riches fut toujours indispensable au jeu de la démocratie élective.

Toute utopie communiste se ramène à ceci : ou l'État, représenté par des individus, s'empare de l'avoir social, ou cet avoir est réparti entre tous.

Dans le premier cas : avec un gouvernement effectif, une dictature, ce serait une exécration tyrannique.

nie; avec un gouvernement parlementaire, ce serait une dilapidation qu'atténuerait bientôt, il est vrai, la formation d'une classe de nouveaux riches, plus dure, moins consciente de ses devoirs que celle qui aurait été dessaisie.

Dans le second cas, de partage soit légal et graduel, soit brutal, ce serait la pulvérisation, c'est-à-dire la destruction du capital productif. Mais le machinisme ne se renouvelant plus, la division et la spécialisation du travail se désorganiseraient. De toutes façons, la consommation aurait tendance à dépasser la production. Comme l'ancêtre de l'âge de pierre, chacun vivrait au jour le jour, pour soi, n'ayant d'autre préoccupation que d'apaiser sa faim.

En 1914, la richesse mobilière et immobilière de la France s'évaluait à 280 milliards. Liquidée et placée en obligations d'États étrangers à revenus fixes, les revenus permettraient de servir continûment, à tous, les allocations et secours distribués actuellement aux non-combattants nécessiteux (1). Voilà, dans les plus favorables conditions, tout ce que la démagogie peut réaliser, toute l'égalité économique qu'il est possible d'envisager. Et pour cela, il faudrait brocanter la patrie !

Le vrai, avec les socialistes et contre les conservateurs, c'est qu'une société organisée ne saurait tolérer l'emploi abusif, exclusivement égoïste, immoral et antisocial d'un pouvoir quelconque, ni que

(1) Nous avons à déplorer la démoralisation et la dégradante oisiveté qui résultent de ce collectivisme partiel. Ayant du pain, beaucoup de réfugiés, par exemple, refusent de l'embauche. « Il faut faire leur lit ! » gémit M. Gustave Hervé.

ce pouvoir inférieur, au reste anonyme et irresponsable, bouleverse et annihile tous les autres.

Le vrai, avec les conservateurs et contre les socialistes, c'est qu'aucun pouvoir ne saurait être exercé par une collectivité, qu'en tout et toujours la gestion personnelle est la plus attentive, la plus sage, la plus fructueuse.

VI. — VERS L'ORDRE.

Ce n'est pas l'origine, la répartition, l'attribution de la richesse et du gouvernement qui importent; mais la puissance, l'étendue de leur action, et de la régler. Voilà le positif.

Les Français viennent d'apprendre qu'un constant effort, et coordonné, peut seul garantir l'autonomie nationale, les libertés, les biens, l'existence des citoyens. Pas de nation sans coopération. Pas de société sans gouvernement. Vivre d'abord. Durer. Il n'y a que l'anéantissement d'irréparable.

Mais il n'est pas de solution partielle aux problèmes sociaux. L'ordre temporel crée et maintient les institutions, et celles-ci élaborent l'ordre moral qui les anime.

Tout pouvoir doit être un office social. Servir est la mesure de toute grandeur. Ce n'est pas la place, ni les titres, ni les chamarrures qui disent l'homme. C'est ce qu'il fait, ce qu'il donne de soi.

Quand la prétention universelle d'avoir sa part au gouvernement, à l'administration de la richesse sociale paraîtra aussi ridicule que celle de tout savoir

et de tout pouvoir, on aimera mieux son métier. C'est en le perfectionnant, c'est en accomplissant sa fonction que chacun s'élèvera. Les associations, les corporations se réorganiseront. Pouvant être puissantes en possédant, elles seront responsables.

Quand il fera partie d'un corps organique, le Français voudra une assise. Quoi de plus solide que le sol ?

De même que c'est dans son métier qu'il excelle, qu'il affirme sa valeur sociale, c'est sa région, son village que chacun connaît le mieux, où il est le mieux connu. Ici, il n'est plus un vague électeur, une apparence, un passant, il est une personne vérifiée, contrôlée. Son influence est en proportion de sa qualité. Elle se transmet à ses enfants, qui l'affermissent. Tout homme est la résultante de sa race comme il est un élément germinatif de sa postérité.

L'Alsace et la Lorraine nous reviendront. Sera-ce, comme l'a demandé M. Barrès, non « pour les libérer », mais « pour les peiner et les asservir » ?

Avant même qu'Altkirch fût repris, le sous-préfet était déjà nommé. Prenons-y garde. En révoquant l'Édit de Nantes Louis XIV lui-même avait excepté les luthériens d'Alsace. Les Alsaciens et les Lorrains sont attachés à leurs pasteurs, à leurs curés, à leurs mœurs, à toutes les libertés d'une forte race.

Le général Joffre a dit à ceux que nos soldats ont déjà délivrés : « La France apporte avec les libertés qu'elle a toujours représentées, le respect de vos libertés à vous, des libertés alsaciennes, de vos traditions, de vos convictions, de vos mœurs. »

Ce sont là des promesses qu'il faudra tenir. Les tenant, ce ne sont pas seulement aux régions recon-

quises qu'on devra rendre leurs libertés, mais aussi à nos anciennes provinces ranimées, de la Normandie à la Provence, de la Gascogne à la Champagne, de la Bourgogne au Poitou.

L'unité nationale n'est pas l'uniformité administrative. Elle l'exclut même. Notre bureaucratie et notre réglementation excessives suppléent seulement au pouvoir central absent.

C'est par la famille que la patrie se comprend. D'abord, celle de la région. Sans la famille, avec ses biens indivisibles, avec son chef écouté, avec la mère respectée, la fierté des ancêtres et l'espoir de la descendance, il n'y a plus qu'un troupeau d'électeurs, toujours prêt à se débâter, qui ne se tient rassemblé que par la crainte du fauve et le croc des chiens, et qui va où le poussent des bergers d'occasion.

Sans la famille unie, pas d'agrégation durable, pas de concours continu, pas de tradition, et donc plus de mœurs, une vicieuse éducation. C'est dans le milieu familial que l'homme apprend d'abord qu'il y a un ensemble auquel il se doit subordonner. C'est par la tendresse de la femme jointe à l'énergie de l'homme que l'enfant s'élève.

Le partage obligatoire, le divorce, le travail des femmes, toutes les divagations individualistes ont dissout la famille.

Il y a un courant torrentueux à remonter. La loi sur les biens de famille et l'article 8 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, qui rappellent, dans certains cas, le principe organique de l'indivision, marquent une saine réaction. Les tragiques circonstances actuelles ont amené le gou-

vernement à prendre des mesures encore plus hardies. Il faudra aller jusqu'à l'abrogation des articles 815, 913, 914, 915, et jusqu'à la liberté testamentaire. Nous devons à tous ceux qui sont tombés pour la patrie de sauvegarder leurs foyers, et ainsi la perpétuité de leur mémoire.

C'est pour éviter le morcellement du bien familial que le paysan ne veut qu'un fils unique ; c'est parce que la famille n'a plus de chef, plus de foyer qu'elle se disperse, que rien ne retient plus les jeunes d'aller à la ville.

Nous n'avons plus que 18 naissances pour 1.000 habitants. L'Allemagne en avait 31, l'Autriche 33. Aussi, la population de l'Allemagne s'accroissait-elle de 800.000 par an, la nôtre restait stationnaire. Si, avec une natalité normale, nous avons été 50 millions au lieu de 40 millions, nous n'eussions pas été envahis.

Dans dix ans, les États allemands auront plus de 80 millions d'habitants. Dans trente ans, le flot de leur population pullulante nous submergera.

Que faire ? Seule, la reconstitution de la famille, avec tous ses pouvoirs, peut être efficace.

La désertion des campagnes, l'alcoolisme, la prostitution, tous les désordres dérivent de la dissolution des forces sociales. Dans les écoles, les bureaux, les usines, les rues et les bouges des villes, la race s'est anémiée, énervée, épuisée, pourrie.

L'alcoolisme, par exemple, est beaucoup plus un effet de la dégénérescence qu'une cause. C'est l'organisme fatigué qui a besoin d'excitant, c'est la volonté affaissée ou égarée qui, instinctivement, cherche à se remonter. Les prédications puritaines n'y peu-

vent rien ; les prohibitions légales, pas grand'chose. En réduisant peu à peu le nombre des cabarets, en supprimant le privilège des bouilleurs de cru, en réprimant vigoureusement l'ivresse publique et surtout ses auteurs, l'État aura fait à peu près tout ce que peut la contrainte sur les mœurs.

Aucune vraie réforme sociale n'est aisée, aucune n'est simple. Dans la société tout est lié, et parfois certains maux à certains biens. Il est facile de rédiger une loi et de la voter, il ne l'est pas d'obtenir les résultats qu'on se propose et surtout d'éviter ceux qu'on devrait appréhender. Il est facile de faire des phrases, il l'est moins de penser juste, et moins encore d'agir efficacement. Il est facile d'écraser d'impôts les contribuables, il ne l'est pas de les contraindre à les payer et de leur donner la possibilité de les payer.

Pas de désordres spéciaux. Tel abcès décèle une diathèse et demande un traitement général. Traitée localement, peu après il reparait, plus virulent, dans une partie plus vitale.

L'homme ne recherche les plaisirs, les stupéfiants et les excitants nerveux que pour s'évader de sa morne existence ou pour outrepasser le cercle très étroit des sensations qu'il peut tirer de son organisme. Donnez un aliment à l'esprit, un pouvoir à la volonté, et l'homme a un but, il se retrouve dans les autres. Il n'est plus un passant isolé dans la foule affairée, il est une partie intégrante de l'universel et de l'éternel. Il ne s'abstrait plus. Les « droits de l'homme » lui apparaissent ce qu'ils sont : la plus niaise, la plus épaisse, la plus nocive aberration du délire métaphysique. Désormais, il voit que la vie a un

sens : s'élever dans l'Humanité. Il sait que l'action qui s'y applique n'est pas vaine.

Or, c'est au village repeuplé, à l'atelier réorganisé, dans la famille rétablie, sous la protection du pouvoir central garantissant l'indépendance et la sécurité nationales, que toutes les puissances morales de régénération se peuvent élaborer.

Nous sommes à une heure où chacun se recueille dans la douleur et dans l'espérance. Profitons-en. Montrons où est la santé, où l'expansion, où la force, où la paix, où le bonheur. Exaltons-nous. Les institutions dépérissent, malgré toutes les lois et tous les gendarmes, si une énergie ne les garde, si une volonté ne les meut, si une âme ne les vivifie...

VII. — CONCLUSION. LE DEVOIR D'AGIR.

Tout est à reconstituer.

Mais notre génération aura fait assez si, après avoir refoulé les Barbares du dehors, elle contient ceux du dedans, si elle retrouve les bases sociales, les raisons de l'ordre, si elle transmet à sa descendance meilleure sa pensée plus lucide, sa volonté plus ferme, son sentiment du devoir et de l'honneur plus vivace, son âme plus haute.

Même circonscrite, la tâche reste multiple, ardue, immense. Il faut agir. C'est le devoir impérieux de ce moment décisif. L'anarchie n'a aucune vertu médicatrice. Elle ne secrète que des toxiques. Elle n'a d'autre propension que d'empirer. Si son péril apparaît moins brutalement que celui de l'invasion, sachons bien qu'il n'est pas moindre. Pour celui-ci,

l'héroïsme de nos soldats nous rassure ; pour celui-là, la divergence des volontés, le désarroi des directions et la confusion des idées nous angoissent.

Les Français ne peuvent plus se refuser à l'effort, revenir au scepticisme, au laisser aller. Il ne leur est plus loisible de déraisonner. Tout se paye, et trop cher l'apathie morale, l'imprévoyance, la légèreté d'esprit et de cœur. La défaite n'avait pu leur apprendre comment un peuple se perd, il faut que la victoire leur enseigne comment il se sauve.

Malheureusement, parmi les bons citoyens, les plus actifs ne songent encore qu'à combiner de « bonnes élections » ; les plus clairvoyants, malgré leur patriotique anxiété, ne parviennent point à secouer leur habituelle torpeur, ils se cherchent, ils attendent on ne sait quoi d'on ne sait qui ; les meilleurs rêvent... Aucune force organique ne se concentre pour un objet précis, pour l'œuvre de concorde sociale, de direction politique, d'organisation positive, d'éducation, de régénération française que nous ne pouvons plus différer.

Qu'ils répondent donc à cet appel, et sans arrière-pensée, les grands syndicats qui ne professent point que le dommage de tous est le bénéfice de chacun, les associations qui se proposent directement le bien public, voire les fédérations politiques qui ne mettent pas leur parti au-dessus de la patrie ; ceux qui, individuellement, sont un élément de l'activité et de la pensée françaises, une cellule vivante de l'être national, une parcelle calorique ou lumineuse du foyer de la civilisation : l'industriel, le commerçant, le banquier, l'agriculteur, l'ouvrier, l'intellectuel, le soldat, etc., tous ceux enfin qui ne sont pas des para-

sites, qui n'aspirent point au parasitisme, et donc qui n'ont pas à gagner contre la prospérité nationale et l'ordre social.

Que chacun accepte sa responsabilité au grand jour et ne dose point ses devoirs. Tous, nous avons quelque chose à donner de nous. Dans tous les postes, l'embusqué est indigne, — l'avare comme l'accapareur, le prodigue comme le saboteur. L'argent n'a qu'une justification, un rôle : servir. Les bras, la pensée, la puissance n'ont qu'un droit : servir.

L'esprit public ne se forme et ne s'anime que par les mœurs. Nous avons à restaurer les mœurs. Et les plus forts doivent l'exemple.

Il est oiseux de disputer sur les origines de l'appropriation des richesses matérielles, il est absurde et funeste de poursuivre, par la législation ou tout autre mécanisme de contrainte, un nivellement chimérique, une distribution des biens qui paraisse plus équitable; d'abord, parce que l'égalité est la rétrogradation, la prostration et la mort, parce que les capitaux seraient éparpillés, donc gaspillés, et parce qu'en conséquence l'activité économique se ralentirait et finirait par s'arrêter. Ce serait bientôt, dans l'égalité, le dénuement, puis la famine endémique.

Mais, les pouvoirs humains n'ayant d'autre justification que de servir, il importe d'autant plus que l'usage de la richesse soit contrôlé et sanctionné. Si l'argent ne confère que des droits, s'il est un but, que pouvons-nous répondre aux âpres revendications de ceux qui en veulent leur part? S'il permet tout et ne comporte aucun devoir, il est superflu de condamner l'envie des pauvres, le sabotage, la sédition,

le crime. La plus haute éloquence ne pourra empêcher que la force brutale du nombre écrase la force de ruse de l'argent. D'ailleurs, le vainqueur, ne triompherait pas longtemps. Dès qu'il n'y a plus une suffisante coopération, la société se désagrège.

Nous l'avons dit assez. Il ne s'agit pas de former un parti, ni même de propager une doctrine. Il s'agit de maintenir l'union sacrée après la guerre en mobilisant les cerveaux et les cœurs, en groupant, dès maintenant, toutes les forces vives de la nation pour une action définie de reconstitution.

Mais on n'agit pas dans un chaos de principes contradictoires. Il faut savoir où l'on va. Nous avons indiqué le minimum d'action indispensable. Ce moins n'est pas un obstacle au plus. Nous avons montré le but, qui est, d'abord, que notre France vive. En conséquence, il nous fallait dénoncer les idées, les habitudes dont elle meurt. D'ailleurs, celles-ci n'émanent d'aucune croyance, d'aucun régime, elles ne sont que les sucs vénéneux de l'anarchie. Nous pouvons faire des concessions de sentiments, non de vérités vitales. Pas d'équivoque. Si nous avons exposé les idées positives qui peuvent rallier tous les Français de cœur et d'intelligence, nous avons tâché de le faire assez nettement pour que les autres ne s'y mêlent point.

Nous convions donc ceux-là seulement qui auront pu nous comprendre à former une *Ligue de l'ordre social* ou *des devoirs du citoyen*.

Une Ligue encore ? Entendons-nous. La plupart des ligues connues délaissent l'objet qu'elles paraissent s'être proposé pour le moyen qui est de recruter des adhérents et de percevoir des cotisations. Pour

convenir au plus grand nombre, elles adoptent des programmes d'une généralité vague ou se fixent un but très spécial. Cela ne compromet personne. Il y a d'autant plus de présidents, très décoratifs et décorés, qu'il y a moins de présidence. En tout cas, ces agglomérations amorphes de vanités, d'inerties, d'indifférences, et aussi de bonnes intentions déparées de l'enfer, n'aboutissent qu'à des discours de banquets et d'assemblées générales. Plus elles ont d'adhérents, moins elles sont aptes à opérer. Quand elles n'en ont pas assez, elles végètent, elles sont stériles et ne parviennent qu'à disperser les efforts. Souvent elles divisent. Au mieux, elles publient un bulletin qu'on ne lit pas.

Au lendemain de la guerre, il faudra, non pas ergoter, controverser, pétitionner, mais suggérer, entraîner, persuader, presser ; non pas imaginer des institutions originales ou refondre les anciennes, mais d'abord maintenir celles qui subsistent et les consolider. Ce n'est donc pas une nouvelle pétaudière parlementaire que nous voudrions instituer ; mais vraiment une *Ligue de l'ordre social, des devoirs du citoyen*, — la cohésion puissante, convergente des « autorités sociales » conscientes de leur mission, des représentants de l'intérêt général et permanent. Elle ne sera hostile qu'à ce qui contrarie l'accord social, aux ferments de dissolution. Elle utilisera tous les pouvoirs constitués, toutes les forces, plus ou moins organisées, qui se peuvent appliquer aux fins sociales. Elle ne s'occupera que de les régler, Aussi recherchera-t-elle beaucoup plus la qualité que la quantité de ses coopérateurs. Elle aura surtout à coaliser, à discipliner des puissances d'activité,

de compétences, de situation, de prestige, d'argent, afin de les tenir prêtes, dès que le dernier coup de canon aura été tiré, à intervenir pour éclairer l'opinion publique, provoquer les initiatives, assurer l'exercice des fonctions sociales essentielles, maintenir ce qui subsiste d'ordre dans les institutions, dans les habitudes, suppléer, autant que possible, les organes d'information, de décision, de cohésion, de prévoyance, de continuité, d'impulsion, de direction qui font défaut. Car l'État s'effondre quand il est livré aux seuls représentants des intérêts privés et immédiats ; la société se dissout quand le nombre n'accepte aucune règle et l'argent aucun devoir. Il n'y a plus, dès lors, de pouvoir central, d'organe de l'intérêt général.

Il faut donc, d'abord, suppléer à l'indispensable, — un organe de l'intérêt général, un pouvoir central.

Comment ?

, Cela dépendra des ressources, des forces dont nous disposerons.

Il semble, toutefois, qu'un journal d'informations, d'union nationale, indépendant de tous les pouvoirs du moment et des partis ou syndicats qui s'en disputent les bénéfices, un journal à grand tirage, lu et suivi par les meilleurs citoyens, soit l'instrument le mieux approprié pour de prompts résultats.

Un tel journal contribuerait à former l'esprit public en l'informant honnêtement. Car tout est en jeu, par une contre-éducation formidablement outillée, pour corrompre, égarer, diviser l'opinion, — la réaction de tous contre chacun, qui sera toujours la principale sauvegarde des mœurs :

Après avoir réveillé, éclairé cet esprit public, il y

aura à le guider. Et, dans le trouble et l'incohérence des idées et des sentiments, c'est encore le journal qui apparaît comme le plus pratique substitut d'une direction intellectuelle et morale.

Nous avons dit que la démagogie était le plus pressant et le plus grand péril qui, après la guerre, menacera le pays. C'est qu'elle sera alors, et plus facile et plus profitable pour ceux qui l'exploitent. Ce n'est pas la presse d'affaires qui lui suscitera des difficultés. Au contraire.

L'erreur est la même de croire que les désordres d'en haut peuvent contrebalancer ceux d'en bas, et ceux-ci, ceux-là. Ils s'aggravent l'un par l'autre. Trop souvent, ils sont compères. La ploutocratie internationale manie la presse comme la démagogie. Quand un journal est « acheté » par un consortium d'hommes d'affaires, ce n'est certainement point pour défendre l'intérêt général et faire réaliser des économies à l'État. C'est ainsi qu'on obtient des marchés et qu'on enlève des adjudications. Pour le public, le mensonge, les fausses nouvelles précèdent les coups de Bourse. Cependant que le publiciste ahurit le badaud, le publicain vide son portefeuille. Des informations exactes gêneraient quelque peu ces pratiques. Le journal seul peut combattre les méfaits de la presse.

Les utopistes n'auront rien appris, ils ne peuvent rien apprendre. Mais malheur aux nations qui se laisseront persuader que le mot de « droit » suffit à assurer la paix ! malheur aux peuples qui n'auront pour garantir l'intégrité de leur territoire qu'un « chiffon de papier » ! Les compétitions internationales ne seront pas moins vives après cet horrible carnage.

Seulement, elles seront d'abord économiques et, durant quelques mois, leurs procédés resteront insidieux. Nous savons que, déjà, l'ennemi prépare sa presse internationale. Rappelons-nous que Bismarck s'est vanté d'avoir su utiliser, avant 1870, la presse française. Or, celle d'aujourd'hui, qui absorbe d'énormes capitaux, est nécessairement plus vénale que celle de l'Empire. L'Allemagne avait préparé la guerre dans ses plus minutieux détails, et l'on sait qu'elle subventionnait largement des journaux étrangers, non seulement en vue de l'invasion, mais encore pour faciliter l'expansion industrielle et commerciale qui la précédait. Des paniques de Bourse, quelques grèves, certaines « revendications sociales », des lois de guerre civile, certaines propagandes ont été trop désastreuses pour que l'Allemagne n'y ait pas eu quelque part. Nous ne saurons que bien plus tard le rôle exact qu'ainsi a pu jouer la presse d'affaires, formidable puissance, quasi anonyme et irresponsable. Mais nous savons d'ores et déjà qu'elle en a joué un, fût-ce inconsciemment. Le traité du Maroc a été précédé par une campagne bien suspecte de quelques journaux. En tout cas, nous savons comment et pourquoi la Turquie « arrosait » nos plus sérieuses gazettes. Nous avons des chiffres, des noms et des titres. Mais c'est d'un temps sur lequel nous ne voulons pas revenir. C'est le présent et c'est l'avenir qui nous intéressent, et pour que d'aussi funestes pratiques ne se renouvellent point.

Présentement, l'Allemagne prodigue les millions — plus de 2 milliards déjà — aux journaux des pays neutres. Alors que nous sommes en guerre, un des journaux qui ont le plus fort tirage fut sur le point

d'être vendu à un groupe cosmopolite, composé de politiciens suspects et d'Austro-Allemands fraîchement naturalisés. Dès l'armistice, on ne comptera plus. Car le traité de paix aura une importance capitale. Ne voit-on pas que, pour en discuter les termes, l'incohérence de notre Parlement, trop facile à manœuvrer du dehors, notamment au moyen d'une presse mercantile, nous met dans une situation inférieure ? Dans le chaos des théories qui, faute de direction, auront toutes de bonnes raisons à faire valoir, on peut craindre que des influences contraires à l'intérêt français ne l'emportent. Il est sûr, en tout cas, que l'Allemagne vaincue y affectera ses dernières ressources financières.

Seul, un journal insensible à l'argent peut soutenir en toutes conjonctures l'intérêt national.

C'est parce qu'il répond à un besoin vivement senti qu'une telle feuille serait assurée d'avoir de nombreux lecteurs et qu'elle pourrait exercer une pression sur les détenteurs de tous les pouvoirs ; non pour les en frustrer, mais pour leur rappeler les obligations sociales qui, seules, légitiment les privilèges, la considération et l'autorité de la richesse, du savoir et du commandement.

Entendons bien qu'un journal n'est qu'un moyen. Il en est d'autres. Nous n'en négligerons aucun. Tout dépendra des concours qui nous seront offerts, des ressources dont nous disposerons, des événements qui surgiront. Ce qu'il faut absolument, sous quelque forme que ce soit, dès l'instant que commenceront à se débattre les clauses du traité de paix, c'est une force d'ordre, d'information, de pression et de propulsion.

Pour revivre, panser ses plaies, pour travailler, pour préserver son autonomie, le peuple français devra reconnaître que l'union nationale, la sécurité des biens, des personnes, des âmes, la coopération politique et économique, la liberté d'enseigner et de croire, la paix civile et religieuse, l'ordre social enfin sont indispensables.

Ce sera admettre qu'il faut un gouvernement. Le groupement de hasard qu'est un ministère de politiciens est trop dépendant des partis, des syndicats, de tout ce qui vote, jabote ou tripote, pour dominer les sollicitations dont il est assailli et trouver en soi-même l'énergie de gouverner réellement. Mais sa faiblesse même, en nécessitant une action dictatoriale, rend celle-ci possible et efficace. Ce pseudo-gouvernement ne résistera pas plus à une force d'ordre qu'il ne se défend contre les convoitises particulières et les dissolvants anarchiques.

Ne retenant que les actes et les résultats, sans se préoccuper des personnalités et des étiquettes de partis, nous devons appuyer vigoureusement les ministres du jour en tout ce qui est l'accomplissement strict de leurs fonctions gouvernementales.

Il sera plus facile de rétablir un minimum d'autorité sociale, puisqu'il suffit que ceux qui prétendent à diriger prennent conscience de leurs devoirs. Après cette terrible épreuve, qui donc s'y refuserait ?

C'est à un instant tragique que nous lançons notre appel à l'union pour l'action. S'il restait sans écho, franchement, nous ne voyons pas avec quoi, par quoi et pourquoi se maintiendrait la civilisation française.

ADHÉSION

Comme nous nous proposons de coaliser des forces effectives pour une action énergique, nous n'inscrivons que les adhésions qui représenteront des concours. Nous ne nous embarrasserons pas du poids mort des timorés, des bavards, des candidats, des trop habiles. Nous nous compromettrons à fond, nous braverons l'impopularité et l'insuccès, nous ne craindrons pas le ridicule d'être sincères, nous nous en prendrons rudement, sans restrictions, aux préjugés dont la France est menacée de périr. Ceux qui ont des « situations », une « renommée » à ménager, à cultiver, ou seulement des vanités à satisfaire, sont prévenus. Ils n'ont rien à faire avec nous. Le meilleur service qu'ils puissent nous rendre, c'est de s'abstenir.

Sachant bien ce que nous voulons de tout cœur, il ne reste plus qu'à nous rendre compte de ce que nous pouvons. A ceux qui recevront cet opuscule de nous le dire.

Après avoir lu ces pages, qu'ils les méditent, qu'ils nous écrivent. Nous répondrons aux objections, nous accepterons les conseils, nous prendrons note des offres de concours.

De cette consultation du bon vouloir et du bon sens ne peut résulter qu'une action bienfaisante.

Nos adhérents seront tenus au courant des progrès de notre organisation par des circulaires périodiques. *Dès maintenant, ce sera nous aider efficacement que de nous adresser des listes de personnes à qui cet opuscule*

peut être envoyé utilement ou de nous demander des exemplaires pour les répandre.

Nous nous chargeons des frais de propagande et d'organisation préparatoires. Il n'y a donc pas à nous envoyer d'argent. *Nous ne sollicitons que des engagements précis.* C'est la nature, le nombre, l'importance de ces engagements qui détermineront la forme de l'action que nous entreprendrons.

Toutes les communications doivent être adressées à M. GEORGES DEHERME, 6, boulevard de la Madeleine, PARIS.

A LIRE

Les ouvrages que nous indiquons ici se rapportent aux questions vitales que nous avons dû traiter trop brièvement dans notre opuscule. On les trouvera, au prix marqué, chez leurs éditeurs respectifs :

Les Conservateurs républicains et leur mission, par J. DESSAINT. (2 fr. 1914. Perrin, éd.)

La Crise sociale, par G. DEHERME. (3 fr. 50. 1910. Bloud, éd.)

Croître ou disparaître, par G. DEHERME. (3 fr. 50. 1910. Perrin, éd.)

Les Classes moyennes, par G. DEHERME. (3 fr. 50. 1912. Perrin, éd.)

Le Pouvoir social des femmes, par G. DEHERME. (3 fr. 50. 1914. Perrin, éd.)

VIENT DE PARAÎTRE :

Les Enseignements de la Guerre. Avant tout, un Pouvoir central ! par J. DESSAINT. (3 fr. 1916. Perrin, éd.)

Nous recommandons tout particulièrement ce dernier. Avec beaucoup de sens pratique, M. J. Dessaint y montre la nécessité d'un minimum d'autorité et la possibilité d'une transition graduelle entre l'anarchie universalisée présente et la reconstitution définitive. C'est un programme précis de réorganisation politique dont l'application politique peut être immédiate.

E. ARRAULT & C^{ie}
TOURS